

APPLICATIONS/REQUÊTES N° 7572/76, 7586/76 et 7587/76  
(joined/jointes)

G. ENSSLIN, A. BAADER & J. RASPE  
v/the FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

G. ENSSLIN, A. BAADER & J. RASPE  
c/RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

DECISION of 8 July 1978 on the admissibility of the applications

DÉCISION du 8 juillet 1978 sur la recevabilité des requêtes

---

*Article 3 of the Convention : Examination of the conditions of relative, sensory and social isolation in which dangerous detained persons are held and the consequences thereof for their physical and mental health. No objective indications, in the instant case, to suggest that the applicants' suicide was the result of their treatment in prison.*

*Article 6, paragraph 1, of the Convention : Fair trial.*

- a) *A virulent press campaign, particularly one instigated by an organ of the State, could be prejudicial to the fairness of a trial. One can not, however, require of either the press or the authorities that they refrain from making any statement on the dangerous character of an accused person when they are in possession of uncontested facts.*
- b) *Proceedings which take place in part in the absence of the accused. Measure which may be considered as legitimate where the avowed intention of the accused is to prevent the trial's taking place, given that they were represented by counsel who remained in contact with them.*

*Article 6, paragraph 1, of the Convention : Impartial Tribunal. No appearance of partiality on the part of the court, a successful challenge having been made against the one judge whose impartiality was called into question.*

*Article 6, paragraph 2, of the Convention : The principle of the presumption of innocence is only binding upon the judge called upon to determine the charge.\**

---

\* The present decision was taken earlier than the decision on the admissibility of Application N° 7986/77 (Krause v. Switzerland), published in D.R. 13 p. 73.

**Article 6, paragraph 3, of the Convention :** *In order to determine whether the rights guaranteed by this paragraph have been respected, one must take into consideration the situation as a whole in which the defence was placed.*

**Article 6, paragraph 3 (c) of the Convention :**

- a) *This provision does not guarantee to the accused the right to be present in person during each and every stage of the proceedings.*
- b) *Neither does it guarantee a right to an unlimited number of counsel.*
- c) *The State is entitled to regulate the appearance of counsel before courts and their obligation to respect certain principles of professional conduct.*

**Article 25 of the Convention :** *the death of an applicant does not automatically extinguish his action. Interest of successors in having the application pursued.*

**Article 26 of the Convention :**

- a) *When the alleged violation of the Convention results from the combined effect of a set of decisions and measures taken together, does the exhaustion of domestic remedies rule require that each decision or measure should have been submitted to available appeal procedures? (Question not pursued).*
- b) *No need to exhaust a remedy where the outcome could only be the repetition of an earlier decision.*

**Article 27, paragraph 1 (b) of the Convention :** *Three similar applications coming from different applicants, one essentially the same as an application already examined by the Commission. The Commission decides to take no separate decision merely an account of that fact.*

**Article 3 de la Convention :** *Examen des conditions d'isolement relatif, sensoriel et social, de détenus dangereux et de leurs conséquences pour la santé physique et mentale de ceux-ci. En l'espèce, absence d'indications objectives permettant de penser que le suicide des requérants aurait été la conséquence de leur traitement en prison.*

**Article 6, paragraphe 1, de la Convention :** *Procès équitable.*

- a) *Une violente campagne de presse, surtout provoquée par un organe de l'Etat, pourrait nuire à l'équité d'un procès. Toutefois, on ne saurait exiger de la presse ni des autorités qu'elles s'abstiennent de toute déclaration sur le caractère dangereux d'un accusé, lorsqu'elles disposent d'informations non contestées.*

b) Procès se déroulant en partie hors la présence des accusés. Mesure pouvant être considérée comme légitime vu l'intention avouée des accusés d'empêcher le déroulement du procès et vu leur représentation par avocats, qui demeureraient en contact avec eux.

**Article 6, paragraphe 1, de la Convention :** Tribunal impartial. Aucune apparence de partialité du tribunal, celui des juges dont l'impartialité pouvait être mise en doute ayant été récusé avec succès.

**Article 6, paragraphe 2, de la Convention :** Le principe de la présomption d'innocence ne s'impose qu'au juge appelé à statuer sur le bien-fondé de l'accusation\*.

**Article 6, paragraphe 3, de la Convention :** Pour déterminer si les droits garantis par ce paragraphe ont été respectés, il faut prendre en considération la situation générale faite à la défense.

**Article 6, paragraphe 3, litt. c, de la Convention :**

- a) Cette disposition ne garantit pas à l'accusé un droit d'être lui-même présent à tous les actes de la procédure.
- b) Elle ne lui garantit pas non plus un droit à une assistance numériquement illimitée.
- c) L'Etat est en droit de réglementer la comparution des avocats devant les tribunaux et l'obligation pour eux de respecter certains principes déontologiques.

**Article 25 de la Convention :** Le décès d'un requérant n'éteint pas automatiquement son action. Intérêt des ayants droit au maintien de la requête.

**Article 26 de la Convention :**

- a) Lorsque la violation alléguée de la Convention résulte de la combinaison d'un ensemble de décisions et de mesures, la règle de l'épuisement des voies de recours internes exige-t-elle que chaque décision ou mesure ait fait l'objet de tous les recours disponibles ? (Question non résolue.)
- b) N'a pas à être exercé un recours dont le résultat ne saurait être que la répétition d'une décision antérieure.

**Article 27, paragraphe 1, litt. b, de la Convention :** Cas où, de trois requêtes semblables émanant de requérants différents, l'une est essentiellement la même qu'une requête précédemment examinée par la Commission. La Commission renonce à prendre une décision séparée de ce fait.

---

\* La présente décision a été rendue avant la décision sur la recevabilité de la requête N° 7986/77 (Krause c. Suisse), publiée dans O.R. 13 p. 73.

## I.

### EN FAIT

(English : see p. 91)

1. Tels qu'ils résultent des déclarations faites au nom des requérants ainsi que des documents versés au dossier, les faits de la cause peuvent se résumer comme suit :

La requérante Gudrun Ensslin est née le 15 août 1940. Elle est décédée à la prison de Stammheim-Stuttgart le 18 octobre 1977. Son père, M. Helmut Ensslin, a fait connaître le 30 novembre 1977 sa volonté de voir aboutir la requête. La cause de Mme Ensslin est présentée (défendue) devant la Commission par Maître J.J. De Félice, avocat à la cour d'appel de Paris.

Le requérant Andreas Baader est né le 6 mai 1943. Il est décédé le 18 octobre 1977. Sa mère, Mme Nina Baader, a déclaré vouloir maintenir cette requête. La cause d'Andreas Baader est présentée à la Commission par Maître Bakker-Schut, avocat à Utrecht. Dans une requête antérieure (N° 6166/73, Baader, Meins, Meinhof, Grundmann c/R.F.A.), déclarée irrecevable le 30 mai 1975 (D. & R. N° 2 p. 58), il s'était déjà plaint des conditions de sa détention.

Le requérant Jan Carl Raspe est né le 24 juillet 1944. Il est également décédé le 18 octobre 1977. Sa sœur, Charlotte Raspe, a déclaré vouloir maintenir la requête. La cause est présentée devant la Commission par Maître M. Graindorge, avocat au barreau de Bruxelles.

2. Lors de l'introduction de leurs requêtes, les trois requérants étaient détenus à la prison de Stammheim-Stuttgart. Il y a lieu de distinguer deux séries de faits relatifs aux conditions de détention (a), d'une part, à la procédure pénale menée contre eux (b), d'autre part. Les constatations et rapports relatifs à leur décès feront l'objet d'une section distincte (c).

#### A. Les conditions de détention

3. Les requérants ont été arrêtés à des dates différentes : A. Baader et C. Raspe, le 1<sup>er</sup> juin 1972 ; G. Ensslin le 7 juin 1972.

Jusqu'aux 1<sup>er</sup> novembre 1974 et 31 août 1974, respectivement, Baader et Ensslin ont purgé, le premier aux prisons de Düsseldorf puis Schwalmstadt, la seconde aux prisons d'Essen puis de Köln-Ossendorf, une peine privative de liberté que le tribunal régional de Francfort leur avait infligée par jugement du 31 octobre 1968.

Dès son arrestation, Carl Raspe fut placé en détention préventive à la prison de Köln-Ossendorf.

Les trois requérants furent transférés à la prison de Stuttgart-Stammheim, en mai (Ensslin) et novembre 1974 (Baader-Raspe).

#### *Fixation des modalités de détention*

4. Leurs conditions de détention ont été fixées et modifiées par des décisions du juge d'instruction près la Cour Fédérale de Justice et, plus tard, par la deuxième chambre criminelle de la cour d'appel de Stuttgart, d'une part ; par des ordres de l'administration pénitentiaire, d'autre part.

#### *Caractéristiques générales*

5. Elles ont été caractérisées en permanence par la séparation des requérants d'avec les autres détenus, leur exclusion de la vie sociale de la prison, le strict contrôle des contacts avec l'extérieur, le recours à des mesures particulières de sécurité.

Depuis la fin de l'année 1974, les requérants ont ainsi été placés dans une section spéciale au septième étage de l'établissement de Stuttgart-Stammheim. Outre les cellules, cette section comprenait des locaux pour le contact mutuel des détenus, pour l'exercice physique et pour la conservation de leurs archives. Une cabine de contrôle située au bout du couloir permettait au personnel pénitentiaire de surveiller toute activité dans le couloir central. En outre, une cabine de contrôle située en dehors de la section était équipée d'un écran de télévision et d'une alarme acoustique. Ce système utilisé la nuit permettait aux gardiens de contrôler les allées et venues dans le couloir central ; l'alarme acoustique se déclenchait en cas d'ouverture des grilles d'accès à la section.

Les visites étaient suivies de fouilles corporelles des détenus. Les avocats pouvaient, de leur côté, être soumis à une fouille superficielle ; les pièces et objets qu'ils souhaitaient remettre aux détenus devaient être préalablement soumis au juge compétent.

Les cellules des requérants étaient en principe soumises à une fouille quotidienne jusqu'en juillet 1977, puis à trois fouilles par semaine. Ces contrôles étaient fréquemment effectués en leur absence, pendant le temps de promenade.

#### *Vie quotidienne*

6. A l'intérieur de ce cadre, l'organisation de la vie quotidienne et les possibilités de contacts des requérants entre eux ou avec d'autres personnes soupçonnées d'actes de terrorisme, ainsi que l'étendue des visites ont subi de fréquentes modifications.

A plusieurs reprises, en raison d'événements exceptionnels, les requérants ont été, pour de courtes périodes, privés de tout contact entre-eux et avec le monde extérieur.

7. Le droit de recevoir des visites et du courrier, initialement limité aux membres de la famille pour des raisons de sécurité (décision du juge d'instruction près la Cour Fédérale de Justice, en date du 12 juin 1972) fut ultérieurement étendu à d'autres personnes, à condition que l'objectif de la détention n'en fût pas compromis (décision du juge d'instruction de la cour d'appel de Stuttgart, en date du 6 mai 1974). Les rapports avec les avocats n'étaient pas visés par ces décisions.

8. Le requérant Raspe, alors détenu à la prison de Köln-Ossendorf, fut autorisé à passer une heure par jour avec un autre détenu (décision du juge d'instruction du 5 mars 1973), puis à effectuer la promenade avec un petit group de détenus (décision du même juge en date du 12 mars 1974) et enfin à effectuer la promenade avec les autres prisonniers en détention provisoire, sans restriction (décision du 6 mai 1974).

A la même époque, Ensslin fût autorisée à passer d'abord une heure par jour avec U. Meinhof (décision du 4 février 1974), puis quatre heures par jour, en plus de la promenade (décision du 6 mai 1974). Le 16 août 1974, la cour d'appel autorisa Ensslin et U. Meinhof à suivre ensemble des émissions de télévision et à participer aux activités de quelques détenues féminines. Elles ne firent pas usage de cette dernière faculté.

9. Après que les requérants aient tous été incarcérés à Stammheim, le président de la cour d'appel autorisa, le 2 décembre 1974, Baader et Raspe à passer ensemble quatre heures par jour dans la même cellule puis, le 21 janvier 1975, à suivre ensemble des émissions de télévision. A cette époque, la possibilité pour les trois requérants et U. Meinhof de se réunir leur était refusée (décision du président de la cour d'appel du 18 février 1975).

10. La possibilité pour les détenus du même sexe d'être enfermés ensemble quatre heures par jour fut suspendue par la cour d'appel le 28 février 1975, à la suite de l'enlèvement à Berlin du député Lorenz. Partiellement rétablie le 23 avril, elle fut à nouveau suspendue le 9 mai 1975, suite à un attentat contre l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne à Stockholm. Elle fut rétablie sur la base de deux périodes de quatre heures par semaine, à compter du 16 mai 1975.

Les requérants et U. Meinhof reçurent en outre l'autorisation de se concerter durant une heure et demie pour préparer leur défense, les audiences venant de débiter (décision du président de la cour d'appel des 14 et 26 mai et 3 juin 1975). La promenade par groupe de deux, également suspendue depuis le 9 mai 1975, fut rétablie le 20 de ce mois.

11. A la suite de rapports soumis à la cour d'appel, à sa demande, par différents experts médicaux (infra par. 18), la réunion de deux détenus du même sexe (Umschluss) fut autorisée de 8 h. à 16 h. deux jours par semaine (décision du 26 août 1975), puis quotidiennement (décision du 26 septembre 1975). En outre, à compter de cette dernière date, les détenus reçurent la

permission de se retrouver à quatre à raison de deux périodes de deux heures par semaine (Zusammenschluss).

Donnant partiellement suite à des recommandations des experts médicaux relatives aux moyens d'améliorer la santé et la condition physique des requérants, le président de la cour d'appel porta à une heure et demie le temps de la promenade quotidienne pour les requérants, à deux d'abord puis tous ensemble (décision des 15 octobre et 21 novembre 1975). La réunion des quatre détenus fut autorisée quotidiennement pour une heure. La pratique du tennis de table à quatre les samedis et dimanches fut également accordée. Baader et Raspe, d'une part, Ensslin et Meinhof, d'autre part, reçurent ou se virent confirmer l'autorisation d'effectuer la promenade en compagnie d'un groupe sélectionné de détenus, sous réserve d'une fouille corporelle (décision du 21 novembre 1975). Ils ne firent pas usage de cette dernière possibilité.

12. Pour contraventions aux règlements de l'établissement pénitentiaire certaines de ces possibilités furent momentanément retirées à l'un ou l'autre requérant. Baader fut ainsi temporairement privé du bénéfice du Zusammenschluss, tandis que Raspe se vit retirer le droit d'utiliser la radio et la télévision (décision du président de la cour d'appel des 25 février et 19 août 1976).

13. En relation avec l'assassinat du Procureur Général Buback, le juge chargé de la surveillance de la détention ordonna la suppression de radio et télévision, de tous contacts extérieurs, y compris avec les avocats, et des réunions des détenus. Ces mesures temporaires prises le 7 avril 1977 furent rapportées le 12 du mois.

14. Le 15 avril 1977, au cours d'une grève de la soif entamée par les requérants, la cour d'appel rejeta une demande de mise en liberté introduite en leur nom, au motif qu'ils ne se trouvaient pas en danger de mort. Le même jour, le président de la cour refusa une modification sensible des conditions de détention et notamment les revendications suivantes : intégration des requérants parmi les autres prisonniers, extension de l'Umschluss au-delà 16 h., allongement du temps de visite des avocats et dispense de fouille de ceux-ci.

15. A partir du 28 juin 1977, Ensslin fut autorisée à passer la nuit avec deux autres membres de la RAF transférés à Stammheim depuis mai 1976 (J. Schubert - J. Möller) ou 1977 (Verena Becker, Sabine Schmitz).

A la même époque, trois autres membres de la RAF furent transférés dans la section réservée aux requérants : Beer, Hoppe et Pohl.

16. Après de violents incidents ayant opposé les 5 et 8 août 1977 les détenus de la section spéciale et leurs gardiens, Beer, Hoppe et Pohl furent ramenés à Hambourg. Les contacts entre les requérants, suspendus le 7, furent rétablis le 12 août.

### *Suppression de tous contacts*

17. Le 6 septembre 1977, lendemain de l'enlèvement de M. Schleyer et de l'assassinat de quatre personnes de son entourage, le président de la cour d'appel confirma les mesures prises par l'administration pénitentiaire : suppression de radio et télévision ainsi que des périodes de détention commune (Umschluss) et des rapports avec tout autre détenu. Le 7 septembre 1977, le Ministre fédéral de la Justice ordonna la suppression absolue de tous contacts des détenus entre eux et de tous contacts avec les avocats et le monde extérieur en général.

Le 2 octobre 1977, le Ministre fédéral de la Justice ordonna, en vertu d'une modification législative entrée en vigueur le même jour (« Kontakt-sperre-gesetz ») la suspension de tout contact des requérants entre eux et avec le monde extérieur, y compris le contact oral et écrit avec les défenseurs, conformément aux articles 31 et 32 nouveaux de la loi portant introduction de la loi sur l'organisation judiciaire.

Par décision du 13 octobre 1977, la Cour fédérale de Justice édicta, à l'égard des requérant, la confirmation visée à l'article 35 de la loi précitée.

### *Rapports relatifs à l'état de santé des requérants, ses causes, ses remèdes*

18. Depuis leur arrivée à la prison de Stammheim, au cours du deuxième semestre 1974, les requérants ont été placés sous le contrôle médical permanent du Docteur Henck, médecin-chef. Ils semblent cependant avoir refusé tout examen approfondi par ce médecin (cf. ordonnance du 18 juillet 1975 du président de la cour d'appel).

Une première série de rapports médicaux fut établie en septembre-octobre 1975 par les Docteurs Rasch, psychiatre, Mende, psychiatre, Müller et Schröder, spécialistes de médecine interne, en exécution d'ordonnances prises les 18 et 29 juillet 1975 par la cour d'appel de Stuttgart. Il s'agissait alors de déterminer si les requérants étaient en état de suivre les débats judiciaires. En réponse à plusieurs lettres du président de la cour, leur demandant de quelle manière l'état de santé des détenus pouvait être amélioré, ces mêmes médecins firent encore une série de suggestions, partiellement retenues par le tribunal, ainsi qu'il a été indiqué plus haut (cf. paragraphe 11).

Les 6 et 8 avril 1977, à la demande du médecin-chef de la prison, de nouvelles constatations furent faites par les professeurs Rasch, Müller et Schröder. Tous ces rapports ont été versés au dossier. Les constatations, analyses et suggestions sont résumées ci-après.

(i) *L'état de santé*

En septembre 1975

19. Les requérants sont dans un état d'épuisement physique et psychique (Dr. Mende). Leur pression sanguine est basse. Leur poids représente environ 70 % du poids d'une personne normalement constituée de même âge et taille (Dr. Müller). A ces degrés divers, ils présentent les symptômes suivants : troubles de la concentration, fatigue accentuée, difficultés d'expression ou d'articulation, rendement physique et mental réduit, instabilité, diminution de la spontanéité, de l'aptitude au contact, état dépressif (surtout : Dr. Rasch).

En avril 1977

20. L'évolution négative de la santé, physique et mentale, est très nette chez Ensslin (opinion concordante des Drs. Rasch et Müller-Schröder) : perte de poids, pression sanguine très faible, vieillissement précoce, difficultés renforcées de l'expression et troubles de la concentration, troubles moteurs. La détérioration de l'état de Baader et Raspé est sensible mais moins dramatique : diminution de l'activité et de la spontanéité, régression émotionnelle, troubles d'articulation, hésitations du discours. Ils sont néanmoins aptes à la détention.

(ii) *Les causes*

21. Les experts font dépendre l'état de santé des requérants d'un ensemble de facteurs et circonstances : conditions particulières de leur détention, durée de la détention préventive, grèves de la faim, tension provoquée par le procès et la volonté des requérants d'assumer leur défense ... L'importance accordée à ces facteurs varie selon les rapports.

*Les conditions particulières de détention*

22. Il n'y a pas, à proprement parler, isolement sensoriel tel qu'il peut être provoqué par une réduction considérable des stimulations des organes des sens.

En revanche, les requérants sont soumis à un isolement social évident. La littérature pénologique et psychologique internationale indique que l'isolement peut à lui seul affecter gravement la constitution physique et psychique. Les troubles décelés peuvent être les suivants ; apathie chronique, fatigue, fragilité émotionnelle, troubles de la concentration, diminution des facultés mentales, troubles du système neuro-végétatif. L'ampleur exacte de ces phénomènes fait l'objet de controverses. Il n'existe pas, dans la littérature, d'examen portant sur des situations comparables à celle des requérants (Dr. Rasch) et permettant de mieux apprécier les effets d'ordre psychiatrique. Du point de vue de la médecine interne, certaines analogies peuvent être trouvées dans les études de cas de personnes âgées et isolées, de personnes maintenues artificiellement en vie dans des unités de soins

intensifs, des détenus de longue durée (Drs. Müller et Schröder). Certains experts indiquent cependant avoir personnellement peu d'expérience des effets physiques et psychiques d'une détention normale (Drs. Müller et Schröder).

#### *La durée de la détention préventive*

23. Le Dr. Mende considère que la durée de la détention préventive influence l'état de santé des requérants de façon plus décisive que leurs conditions d'isolement. Il relève à cet égard que l'instauration et l'extension de l'« Umschluss » n'avait eu, en 6-8 mois, pratiquement aucun effet positif (premier rapport au 15 septembre 1975). Cette durée constitue également un facteur important pour les Drs. Müller et Schröder (deuxième rapport du 8 avril 1977).

#### *Les grèves de la faim*

24. D'après les constatations officielles, consignées dans le rapport des Drs. Müller et Schröder (premier rapport du 17 septembre 1975), les requérants ont suivi des grèves de la faim du 13 septembre 1974 au 3 février 1975 et deux fois six semaines en janvier/février 1973 et mai/juin 1973. Enfin, une grève de la faim entamée fin mars 1977 ne s'est achevée que fin août 1977. Pour la majorité des experts, ces grèves ne constituent pas un facteur décisif et, en tous cas, ne suffisent pas à expliquer l'état d'épuisement des requérants constaté plusieurs mois après la fin de la grève de fin 1974/début 1975. Les Drs. Müller et Schröder indiquent sur ce point que, selon l'expérience de l'immédiat après-guerre, six mois d'alimentation suffisante permettent normalement de supprimer la grande majorité des troubles végétatifs d'une sous-alimentation, lorsque les conditions d'existence sont satisfaisantes. Il semble toutefois que la dernière grève de la faim (février-août 1977) ait dangereusement affaibli les requérants et surtout G. Ensslin.

#### *Le procès*

25. En général, les experts considèrent que la participation aux audiences, la préparation agressive de leur défense, la perspective d'une condamnation ont provoqué un état de stress permanent, comparable toutefois à celui que peut subir toute personne détenue à titre préventif.

#### *(iii) Les remèdes proposés*

26. Il s'agit pour l'essentiel d'accroître les possibilités d'interaction sociale et d'exercice physique. Dans l'état d'épuisement constaté, l'utilisation de médicaments ne peut jouer qu'un rôle très secondaire.

27. D'une façon générale les médecins n'ont pas examiné en détail la possibilité d'une intégration pure et simple des requérants dans la vie normale de la prison, cette solution ayant été exclue dès le départ par les autorités pénitentiaires pour des raisons de sécurité. Ils ont jugé les possibilités

d'interactions sociales insuffisantes mais fait, à cet égard, des propositions différentes. Le Dr. Ehrhardt (qui n'a pas examiné les requérants) doute de l'effet d'un accroissement des périodes de vie en groupes de deux ou quatre (Umschluss, Zusammenschluss). Il n'est guère persuadé, par ailleurs, qu'un élargissement de ces groupes puisse influencer sensiblement l'état de santé. Les Drs. Müller et Schröder ont recommandé l'extension du Zusammenschluss pour sortir de l'isolement. Ils semblent indiquer qu'il y a peu de différence entre un isolement absolu et un isolement à deux (rapport du 13 octobre 1975). Le Dr. Mende a recommandé la constitution d'un groupe minimal de 10-14 personnes (rapport du 29 octobre 1975) dans lequel les requérants pourraient établir des rapports réguliers pourvu qu'ils abandonnent tout sentiment de méfiance. A défaut, les mesures existant à l'époque devaient être complétées par une activité physique renforcée, des séances de relaxation et des entretiens de psychothérapie. Le Dr. Rasch a estimé que la seule possibilité résidait dans la constitution d'un groupe de détenus politiquement motivés (rapport du 7 novembre 1975). Dans son rapport du 6 avril 1977, le Dr. Rasch a répété que les possibilités d'interactions sociales étaient toujours nettement insuffisantes.

28. Les médecins ont recommandé au surplus un **renforcement de l'activité physique**, si possible en plein air, en tâchant de provoquer l'intérêt des requérants pour l'amélioration de leur état de santé.

## B. La procédure pénale

29. Les requérants furent arrêtés en juin 1972 et inculpés d'avoir commis plusieurs assassinats ou tentatives d'assassinats au mois de mai 1972 à Francfort, Munich, Heidelberg et Augsburg.

En vertu d'un accord entre les différents procureurs auprès des Cours dans le ressort desquelles ces infractions avaient été commises, l'affaire fut déferée à la cour d'appel de Stuttgart et inscrite au rôle de la 2<sup>e</sup> chambre criminelle de cette juridiction.

Le 4 février 1974, à la suite d'un mouvement de personnel ayant touché plusieurs juges, le juge Prinzig, alors président de chambre du tribunal des mineurs, fut désigné à la présidence de la 2<sup>e</sup> chambre criminelle, devant laquelle devait se dérouler le procès.

30. Le 1<sup>er</sup> janvier 1975 entra en vigueur une loi du 20 décembre 1974 portant complément de la 1<sup>re</sup> loi amendement le code de procédure pénale. Les articles nouveaux ou modifiés concernant essentiellement la limitation du nombre de défenseurs choisis (article 137), l'exclusion du défenseur en cas de « présomption grave » de complicité ou d'abus de contact avec l'accusé en détention (article 138 (a)) ou lorsqu'il y a un « motif justifié » de redouter de sa part une atteinte à la sûreté de l'Etat (article 138 (b)). Le défenseur exclu ne peut défendre l'accusé dans une autre procédure (article 138 (a)).

En outre, aucun défenseur ne peut assister plusieurs accusés (article 146) et les débats peuvent se tenir désormais en l'absence de l'accusé s'il est constaté, après avis d'un expert médical, qu'il s'est mis « intentionnellement et de manière coupable » dans un état excluant sa participation aux débats (article 231 (a)) ou encore s'il est expulsé de la salle pour « comportement indiscipliné » (article 231 (b)).

31. Avant l'ouverture des audiences, les requérants furent privés de trois des quatre principaux avocats auxquels ils avaient confié leur défense ; seul Maître Schily put continuer à les représenter. En effet, par ordonnance de la cour d'appel en date du 22 avril 1975, Maître Croissant fut exclu définitivement de la défense d'A. Baader, en appliquant de l'article 138 (a) nouveau du code de procédure pénale, parce qu'il était soupçonné d'apporter son soutien à l'organisation criminelle dont faisait partie son client.

Le recours formé contre cette ordonnance fut rejeté le 20 mai 1975 par la Cour Suprême Fédérale (3<sup>e</sup> chambre criminelle). Par arrêt du 4 juillet 1975, une chambre de trois juges de la Cour Constitutionnelle Fédérale décida de ne pas prendre en considération le recours constitutionnel déposé par Maître Croissant.

Dans des conditions analogues, Maître Groenewold, puis Maître Ströbele furent également exclus de la défense de Baader avant même l'ouverture des débats (ordonnances des 2 et 13 mai 1975 de la cour d'appel, arrêt du 26 août 1975 de la Cour Suprême Fédérale).

Par ordonnance du 3 juin 1975, la cour d'appel établit que l'exclusion des avocats Ströbele, Groenewold et Croissant s'étendait aussi à la défense de Ensslin et Raspe. Les recours formés immédiatement contre cette ordonnance furent rejetés le 22 octobre 1975 par la Cour fédérale de Justice.

32. Les audiences débutèrent le 21 mai 1975.

Rapidement toutefois les requérants ne se trouvèrent pas en état de suivre les débats. Les défenseurs requièrent alors la constatation de l'incapacité des accusés d'assister aux audiences.

Par ordonnances des 18 et 29 juillet 1975, quatre experts furent désignés par la cour d'appel. Dans leurs conclusions remises les 10, 15 et 17 septembre, ces médecins conclurent qu'il était nécessaire de réduire la durée des audiences à trois heures par jour, au maximum. La cour n'estima pas pouvoir adopter un rythme de travail aussi lent.

Le 30 septembre 1975, 40<sup>e</sup> jour d'audience, lorsqu'il ne devint plus possible aux requérants de suivre les débats pendant plus de trois heures, la cour d'appel décida la poursuite des débats en leur absence, au motif que les accusés s'étaient mis, de leur propre fait, dans un état excluant leur participation aux débats, au sens de l'article 231 nouveau du code pénal.

A l'appui de cette conclusion, la cour invoquait les grèves de la faim répétées, le refus de toute thérapie administrée par les médecins de la prison, les nuits de veille, le refus des accusés de rencontrer d'autres détenus et, pour C. Raspe, de participer à leur promenade.

Le recours immédiat formé contre cette ordonnance fut rejeté par un arrêt du 22 octobre 1975 de la Cour Suprême Fédérale. Le 21 janvier 1976, la deuxième chambre de la Cour Constitutionnelle Fédérale rejeta le pourvoi formé contre cet arrêt, pour défaut manifeste de fondement.

33. Le 4 novembre 1975, se fondant sur l'article 146 nouveau du code de procédure pénale, la cour d'appel refusa d'agréer un nouvel avocat, Maître Spangenberg, comme défenseur de Raspe, au motif qu'il avait déjà été commis pour la défense d'un autre membre de la RAF, traduit devant le tribunal régional de Kaiserslautern. En revanche, statuant à la requête du procureur fédéral, la cour ordonna le 7 novembre la désignation de Maître von Plotnitz comme avocat d'office de Raspe.

Plus tard, la désignation d'office de Maître Heldmann, effective depuis le mois de juillet 1975, fut rapportée par la cour parce qu'il ne participait pas au déroulement régulier de la procédure (ordonnance du 13 janvier 1977).

34. Le procès se poursuivit en l'absence des accusés, représentés principalement à l'audience par leurs avocats commis d'office.

Au cours du mois de juillet 1976, le juge Prinzig transmet au juge Mayer, membre de la 3<sup>e</sup> chambre criminelle de la Cour Suprême Fédérale, compétente sur recours dans cette procédure, des photocopies de diverses parties du dossier pénal, que ce dernier transmet au rédacteur en chef d'un grand quotidien.

La requête en récusation du juge Prinzig, déposée à la suite de cet incident, fut rejetée. Le juge Mayer, de son côté, fut muté à une autre chambre de la Cour Suprême Fédérale.

Fin janvier 1977, après 174 jours d'audience, il fut fait droit à la 85<sup>e</sup> demande en récusation du juge Prinzig. Celui-ci fut remplacé à la présidence de la chambre par le juge Foth.

Parmi les principaux témoins de l'accusation figuraient d'anciens membres du Groupe Baader-Meinhof.

La cour d'appel refusa en revanche d'entendre des témoins cités par la défense pour expliciter le mobile politique des actes commis. Ainsi, le 4 mai 1976, la cour refusa d'entendre les témoins Osborne, Agee, Thomas et Peck cités par la défense et présents.

35. Après cent-quatre-vingt-onze jours d'audience, les requérants furent condamnés le 28 avril 1977 à la réclusion perpétuelle pour meurtres multiples

et quinze ans de réclusion pour tentatives d'assassinat et constitution d'une association criminelle. Ils se sont alors pourvus en cassation devant la Cour fédérale de Justice, mais leur décès a mis fin à cette procédure.

### C. Le décès des requérants

36. Les requérants sont décédés le 18 octobre 1977. Raspe, trouvé gisant dans sa cellule à 7 h 41, est mort quelques instants après son admission en clinique. Baader et Ensslin furent trouvés morts dans leurs cellules respectives à 8 h 07.

37. Le même jour, le tribunal cantonal de Stuttgart-Bad Canstatt se rendit sur les lieux, en présence notamment d'avocats librement choisis par les requérants et d'experts étrangers spécialistes de médecine légale, pour procéder aux premières constatations relatives à la position et l'état des corps de Baader et Ensslin. Dans la soirée, il fut procédé aux autopsies. Les rapports établis à ce moment furent complétés par des rapports d'examens toxicologiques et neuropathologiques.

38. Il ressort de ces documents que Baader est mort entre 0 h 15 et 2 h 15, d'un coup de feu tiré à bout portant avec un pistolet trouvé à son côté, ayant entraîné une perforation du crâne en un seul endroit. Aucune autre trace de violence n'a été décelée. Les blessures provoquées et les traces de sang et de poudre sur la main droite du requérant « permettent de conclure qu'il a attenté à ses jours de ses propres mains ». « Aucun indice ne permet d'affirmer que Baader ait été placé peu de temps avant sa mort dans un état de trouble de conscience ou d'inconscience à l'aide de produits d'une grande efficacité. »

Raspe est également mort des suites d'un seul coup de feu, tiré à bout portant, de droite à gauche, élément favorable à l'hypothèse du suicide, « pour autant qu'il s'agisse d'un droitier ». Aucune autre trace de violence n'a été décelée. Les conclusions des analyses chimico-toxicologiques sont semblables à celles de Baader.

Le corps de Ensslin fut trouvé suspendu librement aux barreaux de sa fenêtre, accroché avec le câble électrique de son tourne-disques. D'après les constatations faites, « rien ne s'oppose au fait que la situation de pendaison constatée en l'espèce ait été provoquée de la propre main de la personne concernée ». Il n'a été décelé, par ailleurs, aucune trace de matière active susceptible d'avoir influencé l'activité mentale de la requérante.

39. Lors d'un contrôle criminalo-technique des cellules, effectué le 19 octobre 1977, un petit poste de radio en état de marché fut trouvé dans un vêtement de Raspe. Il a pu permettre à Raspe de connaître l'échec du détournement d'un avion de la Lufthansa détourné pour forcer leur libération. Un système artisanal de communication téléphonique entre les cellules fut

également mis à jour. Les jours suivants, plusieurs cachettes furent découvertes, de même qu'une autre arme et des cartouches.

40. Un rapport établi le 9 mars 1978 par une commission d'enquête du Parlement de Baden-Württemberg a conclu au suicide des requérants.

41. L'instruction judiciaire ouverte contre X. a, de son côté, été clôturée par un non-lieu le 8 mai 1978, l'enquête ayant établi sans doute possible que les requérants s'étaient suicidés.

## II.

### GRIEFS

42. Les requérants ont fait valoir qu'ils ont été soumis à des conditions exceptionnelles de détention, leur ayant infligé des souffrances physiques, psychiques et morales considérables, dont l'ampleur et les conséquences sont attestées par des expertises médicales faisant autorité. Ces conditions de détention, et notamment l'isolement prolongé, auraient ainsi été constitutives de torture ou, à tout le moins, de traitement inhumain au sens de l'article 3 de la Convention.

De par leur nature spécifique et leur durée, elles ne pourraient être justifiées pour de prétendus motifs de sécurité.

43. Les requérants se sont plaints de n'avoir pas bénéficié d'un procès équitable, devant un tribunal indépendant et impartial établi par la loi, avec les garanties particulières que cela implique en matière pénale.

Ils ont soutenu en particulier que :

- la cour d'appel n'était pas régulièrement constituée ;
- les juges de cette cour ainsi qu'un juge fédéral n'étaient pas indépendants et impartiaux ;
- le procès a été influencé par une virulente campagne de presse et les déclarations des autorités ;
- la défense a été systématiquement anéantie ; dans ce but, la législation a été modifiée en cours de procès ;
- ils n'ont pu se défendre, ayant été écartés de l'audience qui se poursuivait sans eux ni, pour l'essentiel, défenseurs de leur choix ;
- l'audition des témoins à charge a été considérablement limitée et la défense n'a pu leur faire poser des questions importantes ;

- leur condamnation repose largement sur l'utilisation irrégulière de dépositions faites par des « témoins de la couronne » ;
- de nombreux témoins à décharge n'ont pas été entendus.

Ils ont allégué à cet égard la violation de l'article 6 de la Convention dans son ensemble.

### III.

#### PROCÉDURE DEVANT LA COMMISSION

44. Bien que formellement introduites en juillet 1976, les requêtes ne furent développées que le 30 août 1977, dans un mémoire unique.

Le 12 octobre 1977, la Commission décida d'en ajourner l'examen, en raison des circonstances du moment.

Suite au décès des requérants, le 17 octobre 1977, le Président de la Commission fit savoir au Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, conformément aux articles 36, 14 et 28 du Règlement intérieur, qu'il considérait comme souhaitable dans l'intérêt du déroulement normal de la procédure que des délégués de la Commission puissent visiter la prison de Stuttgart-Stammheim et y procéder à toutes constatations qui pourraient s'avérer nécessaires pour un établissement des faits. Avec l'accord du Gouvernement, deux délégués se rendirent à Stuttgart les 19 et 20 octobre 1977 ; un bref compte rendu de leur visite fut adressé aux parties.

Le 12 décembre 1977, la Commission décida de joindre les trois requêtes, conformément à l'article 29 de son Règlement intérieur, d'en poursuivre l'examen et d'inviter le Gouvernement à soumettre par écrit avant le 13 janvier 1978 des observations sur la recevabilité. Le mémoire du Gouvernement, daté du 17 janvier 1978, fut transmis aux conseils des requérants pour la présentation d'observations en réponse avant le 24 février 1978. Ce délai fut prolongé jusqu'au 10 avril 1978. Le 3 mai 1978, la Commission a examiné une demande d'ajournement de la cause jusqu'à la conclusion de l'enquête judiciaire interne sur les circonstances du décès des requérants. Elle décida de ne pas y faire droit et de reporter au 10 juin 1978 l'échéance du délai pour la présentation des observations en réponse. Elle informa les parties que les affaires seraient examinées au cours de sa session de juillet 1978, sur la base du dossier constitué par elles à cette époque. Le 4 juillet 1978, en annexe à une lettre de Maître Bakker-Schut sollicitant un nouveau report du délai, la Commission a reçu un bref commentaire des observations du Gouvernement du 17 janvier 1978, rédigé par Maître Azzola défenseur de G. Ensslin dans la procédure allemande.

#### IV.

### RÉSUMÉ DE L'ARGUMENTATION ÉCRITE DU GOUVERNEMENT

*Au titre des articles 26 et 27, paragraphe 3, de la Convention*

45. Le Gouvernement a fait valoir que les requérants n'ont pas valablement épuisé les voies de recours internes, en ce qui concerne leurs **allégations de torture et traitement inhumain** (article 3 de la Convention). Ils auraient invoqué à tort un arrêt de la Cour Constitutionnelle Fédérale du 21 janvier 1976. En effet, cet arrêt statue uniquement sur la constitutionnalité de la poursuite des audiences en l'absence des accusés. La Cour n'a pas examiné la question de la torture ou de l'atteinte à l'intégrité physique parce que celle-ci n'a pas été correctement soulevée. Les requérants avaient certes attaqué antérieurement jusque devant la Cour Constitutionnelle certains aspects de leur détention, mais omis, à cet égard, de présenter leur requête dans le délai de six mois.

S'agissant des griefs relatifs au déroulement du procès (article 6 de la Convention), le Gouvernement a soutenu que les requérants avaient omis d'introduire leurs requêtes, dans le délai de 6 mois à compter des arrêts de la Cour Constitutionnelle Fédérale concernant l'exclusion de certains défenseurs et la limitation du nombre de défenseurs librement choisis ; qu'ils n'avaient pas épuisé les voies de recours relativement à la prétendue partialité du tribunal ou à la méconnaissance de la présomption d'innocence.

*Au titre de l'article 27, paragraphe 1, de la Convention*

46. Le Gouvernement a souligné que la requête d'A. Baader était motivée en partie par des événements déjà soumis à la Commission dans le cadre d'une précédente requête déclarée irrecevable le 30 mai 1975 (Requête N° 6166/73, D. et R. 2 p. 58). Dans ce sens elle devait être considérée comme essentiellement la même.

*Au titre de l'article 27, paragraphe 2, de la Convention*

#### Griefs tirés de l'article 3

47. Le Gouvernement a soutenu que les conditions de détention imposées aux requérants ne relevaient absolument pas des traitements prohibés par l'article 3 de la Convention.

Il est vrai, a-t-il admis, que les requérants ne sont pas traités de la même façon que les détenus « normaux », mais ces conditions de détention ont été provoquées par les requérants eux-mêmes. Elles sont au reste tempérées par de nombreux « privilèges ».

L'allégation d'isolement total n'est pas exacte. Ainsi qu'il résulte des décisions judiciaires versées au dossier, les requérants étaient autorisés

– abstraction faite de la période de suspension de contact en septembre 1977 – à recevoir la visite de membres de leur famille et des défenseurs, pratiquement sans restrictions. L'isolement des requérants des autres détenus était en partie motivé par des considérations de sécurité, en partie par le comportement des intéressés eux-mêmes qui considéraient l'agitation et la révolte dans les établissements pénitentiaires comme partie intégrante de leur lutte subversive.

L'ensemble des conditions de détention appliquées en l'espèce étaient motivées par le caractère particulièrement dangereux des intéressés. Considérées par rapport aux actes délictueux commis par les requérants, aux attentats à la vie d'autrui et aux atteintes à la sécurité, les mesures prises étaient appropriées et respectaient scrupuleusement les limites imposées par les droits fondamentaux et les lois d'une société démocratique.

48. Les expertises médicales versées au dossier ne peuvent par ailleurs pas être invoquées à l'appui de l'allégation des requérants selon laquelle ils auraient été exposés à la torture par isolement. Le Gouvernement a souligné à cet égard que leur état de santé résultait largement de grèves de la faim et partiellement de la soif délibérément poursuivies jusqu'à un seuil d'épuisement où le risque de mort constituait une menace et une tentative d'empêcher l'ouverture du procès.

Même le fait que les experts aient vu une causalité non précisée en détail entre l'état physique et psychique des requérants et la longue durée de leur détention, les conditions de détention et les effets de fatigue provoqués par la procédure pénale, ne change rien à l'affaire. En effet, il s'agit là de conséquences que tout inculpé en détention préventive et tout prisonnier doivent accepter. Mais en l'occurrence ce sont également des circonstances dont les requérants eux-mêmes sont responsables, par seulement comme une réaction face à leurs actes délictueux, mais aussi dans la mesure où la longue durée de la procédure d'enquête et de la procédure pénale a été causée essentiellement par leur propre comportement au cours du procès.

49. Il convient d'indiquer ici que le Gouvernement a par ailleurs développé la thèse selon laquelle les requérants ont eu recours au suicide comme un moyen de continuer la lutte. Citant diverses déclarations des requérants, il a mis en lumière qu'il entrerait dans la stratégie du groupe de faire passer un suicide prémédité pour un assassinat commis par des tiers, constituant ainsi un signal pour d'autres actions terroristes.

#### **Griefs tirés de l'article 6**

50. Le Gouvernement a soutenu que la saisine de la cour d'appel de Stuttgart, la désignation de la chambre compétente et l'affectation des juges à cette chambre était parfaitement conforme au code de procédure pénale et

à la loi sur l'organisation judiciaire en sorte que l'affaire avait été examinée par un tribunal indépendant établi par la loi (article 6, paragraphe 1).

51. La méconnaissance du principe de la présomption d'innocence ne peut par ailleurs être invoquée à propos d'une campagne de presse ; la garantie de l'article 6, paragraphe 2 s'impose au juge appelé à statuer sur l'accusation. Dans la mesure où cette campagne a pu être alimentée par des déclarations officielles, le Gouvernement s'est référé au devoir de l'Etat de prendre position vis-à-vis des actions terroristes et d'informer le public des mesures prises à cet égard.

52. La décision prise par la cour d'appel de poursuivre les audiences en l'absence des accusés ne heurte pas l'article 6, paragraphe 3 c) qui ne garantit pas à ceux-ci le droit d'être personnellement présents à tous les stades de la procédure. Selon le Gouvernement cette disposition se trouve respectée lorsque les accusés sont représentés par leur défenseur. En l'espèce, la décision de poursuivre les débats en l'absence des requérants a été prise à juste titre, après que ceux-ci se fussent mis délibérément hors d'état d'assister aux audiences dans le but d'empêcher l'ouverture du procès.

53. Le Gouvernement a encore souligné que, selon la jurisprudence de la Commission elle-même, la garantie donnée par l'article 6, paragraphe 3 c) n'implique pas un droit absolu à l'admission de n'importe quel défenseur ; elle ne vise qu'à assurer la défense de l'accusé par un défenseur dans la mesure qui s'impose pour permettre une procédure équitable. En l'espèce, l'exclusion de certains défenseurs a été décidée parce qu'ils étaient fortement soupçonnés de soutien à l'association criminelle des accusés. Cette mesure rentrait dans le cadre du pouvoir de l'Etat de limiter par des réglementations le droit de comparution des avocats devant les tribunaux. Les requérants ont cependant encore été représentés par une moyenne de 10 avocats.

54. Le Gouvernement a enfin rappelé que la garantie de l'article 6, paragraphe 3 d) n'englobe pas le droit illimité pour l'accusé de faire appel comme témoin à n'importe quelle personne voulue ni la possibilité d'étendre l'audition des témoins à des sujets ne pouvant aider la manifestation de la vérité. En l'espèce, la limitation du droit des requérants d'interroger les témoins cités par le ministère public à des questions faisant l'objet de l'enquête et la non-audition des témoins à décharge Osborne, Agee, Thomas et Peck étaient conformes à cette disposition.

Le Gouvernement a réfuté l'allégation selon laquelle divers témoins auraient reçu des pots-de-vin de l'accusation.

55. Il a conclu au rejet de l'ensemble des griefs pour défaut manifeste de fondement.

## EN DROIT

### A.

1. Les requérants sont décédés au cours de l'instance devant la Commission. Leurs requêtes ne se trouvent toutefois pas automatiquement éteintes de ce fait (cf. décision sur requête N° 6166/73 c/R.F.A. ; D. & R. 2, p. 66). Leurs ayants-droits respectifs ont indiqué à la Commission leur volonté de voir les requêtes maintenues au rôle, tant au nom de leur parent décédé qu'en leur nom propre. Ils justifient d'un intérêt suffisant à cet effet.

2. Les requérants se sont plaints d'avoir été soumis délibérément et sans possibilité de justification à des conditions exceptionnelles de détention qui leur ont causé des souffrances physiques et psychiques considérables.

Ils ont allégué à cet égard la violation de l'article 3 de la Convention ainsi libellé : « Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants ».

3. Le Gouvernement a objecté en premier lieu que, dans la mesure où A. Baader s'est plaint de sa détention antérieurement au 30 mai 1975, sa requête a le même objet que sa requête N° 6166/73 déclarée irrecevable à cette date pour défaut manifeste de fondement. Elle devrait donc être rejetée aux termes de l'article 27, paragraphe 1 b). La Commission estime toutefois qu'aucune décision distincte n'est nécessaire à ce stade puisque les griefs de Baader sont identiques à ceux de G. Ensslin et C. Raspe et visent, pour l'essentiel, les modalités de la détention à l'établissement de Stuttgart-Stammheim à partir de décembre 1974. Dans le raisonnement ci-après aucune distinction ne sera faite entre les trois requêtes.

4. Le Gouvernement a encore soulevé l'exception de non-épuisement des voies de recours internes en faisant valoir que les requérants n'avaient pas valablement invoqué devant la Cour constitutionnelle fédérale l'atteinte à leur intégrité physique, ni fait état de mauvais traitements (articles 2, paragraphe 2 et 104, paragraphe 1 de la Loi fondamentale). La Commission ne saurait ignorer à ce propos que l'allégation de torture ou traitement inhumain est fondée sur la combinaison d'un ensemble de décisions ou mesures judiciaires et administratives, nombre d'entre elles, prises isolément, ne pouvant être soumises avec quelque chance de succès à la censure de cette haute juridiction. A deux reprises, il est vrai, les requérants ont omis de se pourvoir devant la Cour constitutionnelle contre des décisions concernant la substance même de la question déférée à la Commission (Arrêts de la cour d'appel du 15 avril 1977, rejetant une mise en liberté provisoire ainsi qu'une modification sensible du régime de détention). Auparavant, ils avaient toutefois invoqué devant cette cour la violation de l'article 2, paragraphe 2 de la Loi fondamentale par l'ordonnance de la cour d'appel du 30 septembre 1975 décidant la poursuite des audiences en leur absence. Arguant que la cour d'appel avait

légitimé les conditions particulières de leur détention après en avoir pourtant constaté les graves répercussions sur leur état de santé, ils avaient soutenu que l'ordonnance reconnaissait ainsi à l'Etat le droit de maltraiter certains prisonniers. Dans son arrêt de rejet du 21 janvier 1976, la Cour constitutionnelle fédérale estima que l'argumentation n'était pas pertinente.

Avec le Gouvernement, on peut douter que les requérants aient ainsi valablement épuisé les voies de recours internes, le pourvoi constitutionnel n'ayant eu pour seul objet direct que la constitutionnalité de la poursuite des audiences en l'absence des accusés.

La Commission estime toutefois superflu d'approfondir cette question, les requêtes se heurtent en toute hypothèse à un autre motif d'irrecevabilité, ainsi que l'indiquent les développements suivants.

5. Les requérants ont sans doute été soumis à un régime exceptionnel de détention, caractérisé par leur expulsion de la collectivité carcérale et leur placement dans un quartier de sécurité. Le Gouvernement fédéral a explicité les exigences de sûreté ayant présidé à l'élaboration d'un tel régime : les requérants étaient dangereux ; ils avaient fait usage d'armes à feu lors de leur arrestation ; Baader avait été antérieurement libéré par les armes ; à plusieurs reprises, des actions armées ont été mises sur pied par des membres de la fraction armée rouge pour provoquer leur libération ; il existait des indices qu'ils auraient eux-mêmes contribué à ces actions (cf. aussi, décision sur requête N° 6166/73, D. & R. 2, p. 66). La Commission est convaincue qu'il existait en l'espèce des raisons impérieuses de soumettre les requérants à un régime plus directement fondé sur des mesures de sécurité.

L'exclusion d'un détenu de la collectivité carcérale ne constitue pas en elle-même une forme de traitement inhumain. Dans de nombreux Etats parties à la Convention existent des régimes de plus grande sécurité à l'égard des détenus dangereux. Destinés à prévenir les risques d'évasion, d'agression ou de perturbation de la collectivité des détenus, voire à protéger un prisonnier de ses co-détenus, ces régimes (isolement strict, « removal of association », dispersion dans des unités particulières très restreintes ...) ont comme base la mise à l'écart de la communauté pénitentiaire accompagnée d'un renforcement des contrôles.

La Commission a déjà été confrontée à un certain nombre d'isolements de ce type (cf. Décisions sur requêtes N° 1392/62 c/R.F.A., Rec. 17, p. 1 ; N° 5006/71 c/R.U., Rec. 39, p. 91 ; N° 2749/66 c/R.U., Ann. X, p. 382 ; N° 6038/73 c/R.F.A., Rec. 44, p. 155 ; N° 4448/70 « Deuxième Affaire grecque » Rec. 34, P. 70). A cette occasion, elle a indiqué que l'isolement cellulaire prolongé n'était guère-souhaitable, surtout lorsque la personne est en détention préventive (cf. Décision sur requête N° 6038/73 c/R.F.A., Rec. 44, p. 115). Toutefois, pour apprécier si une telle mesure peut, dans un cas particulier, tomber sous le coup de l'article 3 de la Convention, il y a lieu

d'avoir égard aux conditions particulières, à la rigueur de la mesure, à sa durée, à l'objectif poursuivi ainsi qu'aux effets sur la personne concernée. Sans doute un isolement sensoriel doublé d'un isolement social absolu peut-il aboutir à une destruction de la personnalité ; il constitue ainsi une forme de traitement inhumain que ne sauraient justifier les exigences de sécurité, l'interdiction de torture ou de traitement inhumain inscrit à l'article 3 de la Convention ayant un caractère absolu (cf. Rapport de la Commission sur requête N° 5310/71, Irlande c/Royaume-Uni ; Opinion, page 379).

6. Lors de l'introduction de leurs requêtes, Baader, Ensslin et Raspe se trouvaient depuis plus d'un an et demi à la prison de Stuttgart-Stammheim ; ils y sont demeurés jusqu'à leur décès. Aucun élément ne permet de penser qu'ils y aient été soumis à un isolement sensoriel provoqué par une réduction substantielle des stimulations des organes des sens. Ainsi que les Délégués de la Commission ont pu le constater lors de leur visite des cellules les 19 et 20 octobre 1977, celles-ci étaient bien éclairées par des fenêtres ouvrables de l'intérieur ; les murs étaient largement recouverts de livres et d'affiches. Les cellules n'étaient pas dotées d'une isolation acoustique vers l'intérieur ou l'extérieur : deux personnes enfermées de part et d'autre du couloir central pouvaient dialoguer à voix haute. Les requérants avaient pratiquement en permanence la disposition d'un poste de radio, puis de télévision et d'un tourne-disque. Ils pouvaient se promener quotidiennement à l'air libre dans un grand préau et faire des exercices physiques.

7. Les requérants n'étaient pas davantage soumis à une surveillance « discrète » et permanente. Sous doute étaient-ils ouvertement surveillés par des gardiens durant les quelques heures passées ensemble dans le couloir central, toutes les portes de cellules étant ouvertes. Mais aucune caméra de télévision n'était installée dans les cellules et la plupart des judas des portes avaient été obturés de l'intérieur.

8. En revanche, les requérants ont été soumis à un isolement social relatif. Exclus des activités sociales de la prison, ils n'avaient pas de contacts avec d'autres détenus. Leurs possibilités d'interactions sociales étaient ainsi sensiblement limitées. On ne saurait toutefois parler à leurs propos de véritable isolement cellulaire. Sous réserve de brèves périodes, ils ont pu recevoir de très nombreuses visites de leurs défenseurs et de leur famille. Sur l'avis du médecin de la prison et d'experts commis par la Cour ainsi qu'à la suite de leurs grèves de la faim, les possibilités de contact entre eux n'ont cessé d'être étendues, voire élargies à d'autres membres de la Fraction Armée Rouge. L'autorisation de rencontrer d'autres détenus au cours de la promenade ou d'autres activités leur a même été accordée. Ils décidèrent de n'en pas faire usage. A cinq reprises seulement depuis leur admission à Stammheim, les requérants ont été privés de tous contacts entre eux et, dans deux cas, de contacts avec l'extérieur ; ces restrictions s'appliquèrent pour des périodes de cinq jours à deux mois.

9. Les expertises médicales versées au dossier ne permettent pas d'établir avec précision l'effet spécifique de cet isolement relatif à leur santé physique et mentale, par rapport à d'autres facteurs tels la durée de la détention, les grèves de la faim, la tension provoquée par la préparation du procès.

Certaines études générales ont mis en lumière l'apparition au bout d'une période de quatre à six ans de détention « ordinaire » d'un syndrome réversible aux caractéristiques essentielles suivantes, proches de celles observées chez les requérants : « troubles émotifs, troubles de la compréhension et du jugement, modification du comportement se traduisant par une régression vers l'infantilisme et troubles affectant les relations sociales » (Conseil de l'Europe - Comité européen pour les problèmes criminels - Rapport Général sur le traitement des détenus en détention de longue durée, p. 8).

10. Il est exact que certains accroissements des possibilités d'interactions sociales n'ont été décidés qu'à la suite de grèves de la faim. Eu égard à l'ensemble des circonstances de la cause, et en particulier, la révision constante des modalités de détention par les autorités de la République Fédérale d'Allemagne et le comportement des intéressés eux-mêmes, refusant notamment certaines possibilités de contact qui leur étaient offerts, les requérants ne peuvent toutefois être considérés comme ayant été délibérément soumis à un ensemble de souffrances physiques ou morales destinées à les punir, à détruire leur personnalité ou à briser leur résistance (cf. Cour eur. D.H., Affaire Irlande c/Royaume-Uni, arrêt du 18 janvier 1978, par. 167 ; voir aussi article 1 de la Déclaration relative à la protection contre la torture contenue dans la Résolution 3452 (XXX) de l'Assemblée Générale des Nations Unies). Le régime spécial qui leur a été imposé n'avait donc pas le caractère d'un traitement inhumain ou dégradant.

11. Les circonstances du décès des requérants sont-elles de nature à remettre en cause cette conclusion ?

Bien qu'il ne fasse pas en lui-même l'objet de la requête, on peut se demander si le décès des requérants a pu néanmoins être la suite des traitements dont ils se sont plaints.

S'appuyant sur l'ensemble des constatations médicales effectuées par une équipe internationale de médecins légistes et sur les premières conclusions de l'enquête judiciaire (supra par. 36 à 41), le Gouvernement a présenté le décès comme un suicide. Les conseils des requérants n'ont présenté aucun argument contre cette thèse, même si l'un d'eux s'est dit persuadé qu'il s'agissait d'un assassinat.

12. Dans certains cas, la mort en prison d'une personne qui a prétendu y avoir été soumise à la torture ou à des violences physiques ou psychiques peut être considérée comme l'aboutissement de ces mauvais traitements, notamment lorsque l'isolement du détenu systématiquement organisé et

maintenu a pu inéluctablement le pousser à attenter à ses jours. Dans le présent cas il n'y a aucune indication objective en ce sens.

Il s'ensuit que, dans la mesure où elles se fondaient sur l'article 3 de la Convention, les requêtes sont manifestement mal fondées au sens de l'article 27, paragraphe 2, de la Convention.

## B.

13. Les requérants ont également présenté une série de griefs relatifs à la préparation et au déroulement de leur procès.

14. La Commission n'ignore pas que, suite à leur décès en cours d'instance, la procédure est close devant les tribunaux internes (cf. Kleinknecht, Strafprozessordnung – Commentaire sub. article 206 a) ; Löwe - Rosenberg, Die Strafprozessordnung und das Gerichtsverfassungsgesetz - Grosskommentar - Erster Band p. 102).

La Commission estime cependant qu'elle n'est pas automatiquement dessaisie pour autant de la situation dénoncée par les requérants et leurs héritiers, dans la mesure où celle-ci aurait pu affecter certains droits fondamentaux reconnus à tout accusé. Elle observe d'ailleurs que les intéressés ont pu faire valoir leurs principaux griefs devant la Cour Constitutionnelle Fédérale avant même l'issue de leur procès en première instance.

Il appartient dès lors à la Commission d'examiner les griefs des requérants qui concernent les droits fondamentaux de tout accusé, garantis par l'article 6 de la Convention indépendamment de l'issue du procès, à l'exclusion des griefs visant le recueil des preuves et la formation de l'intime conviction du juge, désormais sans pertinence.

15. Les requérants ont fait valoir que l'ouverture du procès avait été précédée d'une excitation de l'opinion publique par voie de presse, tolérée sinon directement organisée par les pouvoirs publics. Les requérants auraient ainsi été traités de « bandits », « criminels », « bandes de meurtriers » ... au mépris de l'article 6, paragraphe 2 qui garantit la présomption d'innocence et de l'article 6, paragraphe 1 qui reconnaît à tout accusé le droit à un procès équitable.

La Commission a déjà admis, il est vrai, que dans certains cas une virulente campagne de presse pouvait nuire à l'équité du procès (cf. Déc. sur requêtes N° 1476/62 c/Autriche - Rec. 11, p. 31 ; N° 3444/67 c/Norvège - Ann. 13, p. 302) et engager la responsabilité de l'Etat, notamment lorsqu'elle a été provoquée par l'un de ses organes (cf. a contrario, Déc. sur requête N° 2291/64, Rec. 24, p. 20).

Elle observe toutefois que l'on ne saurait attendre de la presse, voire des autorités responsables de la politique criminelle, qu'elles s'abstiennent de

toute déclaration non sur la culpabilité des accusés mais sur leur caractère dangereux lorsqu'elles disposent d'éléments d'information non contestés (condamnations antérieures, usage d'armes à feu lors de l'arrestation, libération forcée de Baader, etc...). Les mesures exceptionnelles de sécurité entourant le procès étaient certes de nature à nourrir la conviction de l'opinion que les requérants étaient des criminels. Ces mesures et les déclarations des autorités répondaient cependant aux actes et déclarations des requérants et autres membres de la Fraction Armée Rouge et ne visaient pas à créer artificiellement un climat défavorable aux accusés traduits d'ailleurs devant des juges professionnels et non devant un jury, par essence plus influençable. On ne saurait y voir, dans ces circonstances, une atteinte à l'équité du procès, ni au principe de la présomption d'innocence, qui ne s'impose directement qu'au juge appelé à statuer sur le bien-fondé de l'accusation (cf. Rapport de la Commission sur requête N° 788/60, Autriche c/Italie, Opinion par. 179, Ann. 6, p. 782).

16. Les requérants ont allégué par ailleurs que la cour d'appel n'était pas un tribunal « régulier, indépendant et objectif ». Ils n'ont toutefois fourni aucune indication permettant de mettre en doute la compétence du tribunal, la régularité de l'attribution de la cause à la deuxième chambre criminelle, ou de la désignation de son président. Ils n'ont pas davantage présenté d'argument donnant à penser que ce magistrat ait reçu des instructions du Ministère de la Justice du Land ou des autorités fédérales, en sorte que l'accusation n'aurait pas été examinée par un tribunal indépendant établi par la loi au sens de l'article 6, paragraphe 1 de la Convention. Il est vrai que l'impartialité du juge Prinzig a pu être mise en doute ; celui-ci a toutefois été récusé avec succès.

17. Les requérants ont également mis en cause les limitations apportées par la loi au nombre de défenseurs dont ils pouvaient se faire assister ainsi que l'exclusion de certains d'entre eux. Ces restrictions auraient porté atteinte aux droits garantis à tout accusé par l'article 6, paragraphe 3 b) et c), « de disposer des facilités nécessaires à la préparation de sa défense » et « d'avoir l'assistance d'un défenseur de son choix ».

18. Le Gouvernement a objecté que les requêtes étaient tardives à cet égard et devaient être rejetées en application des articles 26 et 27, paragraphe 3. La décision de la Cour Constitutionnelle Fédérale rejetant les recours relatifs à la limitation du nombre de défenseurs librement choisis, introduite par la loi du 20 décembre 1974, datée du 11 mars 1975. Celles concernant l'exclusion des avocats Croissant et Groenewold datent des 4 juillet et 18 septembre 1975, tandis que les requêtes devant la Commission ne furent introduites qu'en juillet 1976. On ne saurait toutefois ignorer que l'interdiction de dispenser de plus de trois défenseurs choisis résulte d'une loi qui n'a pas cessé de sortir ses effets tout au long du procès ; que les requérants ont encore attaqué jusque devant la Cour Suprême l'exclusion

d'autres avocats, sans devoir à nouveau porter la question devant la Cour Constitutionnelle Fédérale, le résultat ne pouvant en être que « la répétition d'une décision déjà rendue » (Arrêt de la Cour Permanente dans l'Affaire Chemin de Fer Panevezys-Saldutiskis - Série A/B N° 76, p. 18). Les griefs ne sauraient dès lors être considérés comme tardifs.

19. En disposant que l'accusé peut avoir l'assistance « d'un défenseur de son choix », l'article 6, paragraphe 3 c) n'ouvre pas un droit à une assistance numériquement illimitée. Même si sa version anglaise est plus indéfinie (« to defend himself ... through legal assistance of his own choosing »), cette disposition a pour objet d'assurer le respect effectif du contradictoire en accordant à l'accusé, pour autant que de besoin, le soutien d'un professionnel indépendant. En limitant à trois le nombre d'avocats librement choisis par les accusés, sans préjudice de l'adjonction d'office d'autres défenseurs commis par le tribunal, combinaison propre au système procédural allemand, les autorités de la République Fédérale d'Allemagne n'ont dès lors pas porté atteinte au droit garanti par cette disposition.

20. Le refus d'agréeer un défenseur ou son exclusion paraît plus délicat, tant dans son principe que dans ses effets. Il s'agit en effet d'une mesure qui peut intimider d'autres défenseurs potentiels ou jeter le discrédit sur la défense en général ; la succession des défenseurs peut, par ailleurs, être nuisible à la présentation de la cause et rendre plus aléatoire le rôle de « témoin vigilant de la régularité du procès » qui revient à l'avocat. La Commission a cependant déjà eu l'occasion d'indiquer que le droit de se défendre avec l'assistance du défenseur de son choix, garanti par l'article 6, paragraphe 3 c), n'est pas un droit absolu; il est limité par le droit de l'Etat de réglementer la comparaison des avocats devant les tribunaux (Déc. sur requête N° 722/60 - Annuaire V, p. 107) et l'obligation qui s'impose aux défenseurs de ne pas transgresser certains principes déontologiques.

En l'espèce, certains avocats ont été exclus de la défense parce qu'ils étaient fortement soupçonnés de soutien à l'association criminelle des accusés. Il ne s'agissait pas d'une simple mesure d'ordre prise par le tribunal, puisque ces avocats font à l'heure actuelle l'objet de procédures pénales devant les tribunaux. Leur exclusion n'a pas mis fin à une défense effective des requérants puisque ceux-ci ont encore été représentés par une moyenne de dix défenseurs, certains, comme Me Schily et Haldeman ayant été choisis par eux. Un examen des faits ne permet, dès lors, de déceler, dans la présente affaire, aucune apparence de violation des droits et libertés garantis par les dispositions précitées.

21. Les requérants se sont plaints encore de la poursuite des débats en leur absence. Ils ont allégué à cet égard la violation de l'article 6, paragraphe 3 c), de la Convention, déjà cité. Suite à l'introduction de leurs requêtes moins de

six mois après le rejet, le 21 janvier 1976, de leur pourvoi constitutionnel, ils ont clairement satisfait sur ce point aux conditions de l'article 26 de la Convention.

La Commission rappelle que les droits garantis par l'article 6, paragraphe 3, sont ceux de l'accusé et de la défense en général (cf. Décision sur la requête N° 3852/68 c/Royaume-Uni, Rec. 32, p. 38). Pour déterminer si ces droits ont été respectés, il ne suffit pas d'envisager la situation faite à l'accusé lui-même, mais il faut prendre en considération l'ensemble de la situation faite à la défense (cf. Décision sur requête N° 524/59 c/Autriche, Ann. 3, p. 222).

L'article 6, paragraphe 3 c) interdit qu'une procédure pénale se déroule sans que la défense ait eu la possibilité de faire valoir ses arguments de façon adéquate. Il ne garantit toutefois pas à l'accusé le droit d'être présent lui-même en toutes circonstances (cf. notamment les décisions sur les requêtes N° 2676/65 c/Autriche, Rec. 23, p. 31 et N° 2645/65 c/Autriche, Rec. 23, p. 31). Tant dans sa version anglaise que dans sa version française, la Convention définit en effet clairement le droit garanti par cette disposition comme une alternative entre deux solutions, de nature à assurer le respect du contradictoire: Il convient de noter ici que durant tout le déroulement du procès, du 29 mai 1975 au 28 avril 1977, les requérants purent recevoir des visites pratiquement illimitées de leurs défenseurs afin de préparer leur défense. Il ne saurait dès lors être question dans la présente affaire d'une quelconque violation de l'article 6, paragraphe 3 c) à ce propos.

22. Le grief des requérants doit cependant encore être examiné au regard du principe général du procès équitable dont l'article 6, paragraphe 3 n'énumère pas tous les éléments (voir parmi d'autres, Rapport de la Commission dans l'Affaire N° 343/57, Nielsen c/Danemark, Opinion par. 52, Ann. 4, p. 548).

En matière pénale, la comparution personnelle de l'accusé et son audition par le juge doivent normalement contribuer à un examen équitable de la cause (cf. Décision sur requête N° 1169/61 c/R.F.A., Rec. 13, p. 1).

Pour apprécier en l'espèce si la poursuite du procès en l'absence des accusés, non leur exclusion, a pu porter atteinte au droit garanti par l'article 6, paragraphe 1, il y a lieu toutefois de tenir compte des circonstances particulières de la cause ainsi que de l'exigence que justice soit rendue et ce, dans un délai raisonnable. La décision litigieuse fut prise au 40<sup>e</sup> jour d'un procès qui en a duré 191. Par la suite, les requérants ont encore assisté de façon intermittente au déroulement de la procédure, au moins jusqu'au 8 mai 1976, date du décès d'U. Meinhof; quel qu'ait été leur refus de dialogue judiciaire classique, ils ont pu y exposer leurs motivations et conceptions et critiquer la légitimation du système appelé à les juger, axes essentiels de leur propre défense.

La décision a été motivée par leur incapacité, médicalement constatée, d'assister aux débats plus de 3 heures par jour et ce pour une période de six mois au moins. Elle fait état de déclarations des accusés dénotant leur volonté de rendre impossible l'ouverture du procès, notamment par le recours à des grèves de la faim.

Dans ces conditions, le juge a pu légitimement faire usage du seul moyen dont il disposait pour éviter l'enlisement de la procédure, sans supprimer pour autant l'égalité des armes assurée par la présence des avocats et leurs possibilités pratiquement illimitées de contacts avec leurs clients.

A la lumière de l'ensemble des éléments rappelés ci-dessus, la poursuite des audiences en l'absence des accusés ne saurait ainsi être considérée comme ayant pu porter atteinte aux droits et libertés garantis par la Convention, en particulier par les dispositions précitées.

23. La Commission conclut que les divers griefs soulevés par les requérants n'ont fait apparaître aucune violation de l'article 6 de la Convention.

Il s'ensuit que cette deuxième partie des requêtes est, elle aussi, manifestement mal fondée au sens de l'article 27, paragraphe 2, de la Convention.

Par ces motifs, la Commission

**DÉCLARE LES REQUÊTES IRRECEVABLES.**

*(TRANSLATION)*

I

## **THE FACTS**

1. The **facts** of the case, as contained in the statements made on behalf of the applicants and in the documents filed, may be summarised as follows :

The applicant Gudrun Ensslin was born on 15 August 1940. She died in Stammheim-Stuttgart Prison on 18 October 1977. Her father, Mr Helmut Ensslin, stated on 30 November 1977 his wish that the application should be maintained. The case of G. Ensslin is presented (defended) before the Commission by Mr J.J. De Féllice, a barrister practising at the Paris Court of Appeal.

The applicant Andreas Baader was born on 6 May 1943. He died on 18 October 1977. His mother, Mrs Nina Baader, has stated her wish to maintain

this application. The case of Andreas Baader is presented to the Commission by Mr Bakker-Schut, a barrister practising in Utrecht. Baader had previously complained about the conditions of his detention in an earlier application (No. 6166/73, Baader, Meins, Meinhof, Grundmann v. the Federal Republic of Germany), declared inadmissible on 30 May 1975 (D & R 2, p. 58).

The applicant Jan Carl Raspe was born on 24 July 1944. He also died on 18 October 1977. His sister, Charlotte Raspe, has stated her wish to maintain the application. This case is presented before the Commission by Mr Graindorge, barrister at the Brussels Bar.

2. At the time when their applications were lodged, the three applicants were detained in Stammheim-Stuttgart prison. A distinction must be drawn between two series of facts relating (a) to the conditions of detention and (b) to the criminal proceedings against them. The findings and reports relative to their deaths will be the subject of a separate section (c).

#### **A. Conditions of detention**

3. The applicants were arrested on different dates : A. Baader and C. Raspe on 1 June 1972 ; G. Ensslin on 7 June 1972.

Until 1 November and 31 August 1974 respectively, Baader and Ensslin were serving terms of imprisonment, the former at Düsseldorf and subsequently Schwalmstadt prisons, the latter at Essen and subsequently Köln-Ossendorf prisons, passed upon them by the Regional Court of Frankfurt in a judgment of 31 October 1968.

From the time of his arrest, Carl Raspe was detained on remand at Köln-Ossendorf prison.

The three applicants were transferred to Stammheim-Stuttgart Prison in May (Ensslin) and November 1974 (Baader and Raspe).

#### *Determination of detention arrangements*

4. The conditions of their detention were laid down and modified, on the one hand, by decisions of the investigating judge at the Federal Court of Justice and subsequently by the Second Criminal Chamber of the Stuttgart Court of Appeal, and on the other hand in orders issued by the prison administration.

#### *General characteristics*

5. Permanent features of these conditions were the separation of the applicants from the other prisoners, their exclusion from the social life of the prison, strict supervision of contacts with the outside world, and recourse to special security measures.

From the end of 1974 onwards, the applicants were placed in a special section on the 7th floor of Stammheim-Stuttgart Prison. Apart from the cells, this section contained rooms for contacts among the prisoners, for the taking of physical exercise and for storing their files. A control cabin at the end of the corridor enabled the prison staff to monitor all activity in the central corridor. In addition, a control cabin outside the section was equipped with a television screen and a sound alarm. This system, used at night, enabled the wards to monitor comings and goings in the central corridor; the sound alarm was triggered if any of the grilles giving access to the section was opened.

Visits were followed by body searches of the prisoners. Lawyers, for their part, could be subjected to a superficial search; the papers and items they wished to hand to the prisoners had to be first submitted to the competent judicial officer.

In principal, the applicants' cells were searched daily until July 1977, and subsequently three times a week. These checks were frequently carried out in their absence, during exercise periods.

#### *Everyday life*

6. Within this framework, the organisation of everyday life and the opportunities given to the applicants for contact among themselves or with other suspected terrorists, and the extent of visits, were modified frequently.

On several occasions, by reason of exceptional events, the applicants were deprived for short periods of all contact with each other and with the outside world.

7. The right to receive visits and mail, initially restricted to members of the family for security reasons (decision of the investigating judge at the Federal Court of Justice, dated 12 June 1972), was subsequently extended to other persons, on condition that the purpose of the detention was not jeopardised (decision of the investigating judge at the Stuttgart Court of Appeal, dated 6 May 1974). Relations with the lawyers were not affected by these decisions.

8. The applicant Raspe, then held at Köln-Ossendorf Prison, was authorised to spend one hour each day with another prisoner (decision of the investigating judge of 5 March 1973) and subsequently to take exercise with a small group of prisoners (decision of the same judge of 12 March 1974), and finally to take exercise with the other prisoners detained on remand, without restriction (decision of 6 May 1974).

At the same time, Ensslin was authorised to spend, first, one hour per day with U. Meinhof (decision of 4 February 1974) and subsequently four hours per day, in addition to exercise (decision of 6 May 1974). On

16 August 1974, the Appeal Court gave permission for Ensslin and U. Meinhof to watch television together and take part in the activities of a few women prisoners. They did not avail themselves of the latter facility.

9. After all the applicants had been imprisoned in Stammheim, the President of the Appeal Court, on 2 December 1974, authorised Baader and Raspe to spend four hours per day together in the same cell, and subsequently on 21 January 1975, to watch television together. At that time, permission was refused for the three applicants and U. Meinhof to meet (decision of the President of the Appeal Court of 18 February 1975).

10. The opportunity for prisoners of the same sex to be confined together for four hours per day was suspended by the Appeal Court on 28 February 1975, following the kidnapping of the Member of Parliament, Mr Lorenz, in Berlin. This facility was partially restored on 23 April, and again suspended on 9 May 1975, following an attack on the Stockholm Embassy of the Federal Republic of Germany. It was restored on the basis of two four-hour periods per week from 16 May 1975 onwards.

In addition, the applicants and U. Meinhof received authorisation to consult together for one hour and a half in order to prepare their defence, the hearings having just begun (decisions of the President of the Appeal Court of 14 and 26 May and 3 June 1975). Exercise in twos, which was also suspended from 9 May 1975, was restored on the 20th of the same month.

11. On the same basis of reports submitted to the Appeal Court at its request by various medical experts (see *infra*, section 18), permission was given for two prisoners of the same sex to meet (Umschluss) from 8 a.m. to 4 p.m. two days each week (decision of 26th August 1975), and subsequently every day (decision of 26 September 1975). In addition, from the latter date onwards, the prisoners received permission to meet as a group of four for two-hour periods each week (Zusammenschluss).

Acting partly on the medical experts' recommendations regarding ways of improving the health and physical condition of the applicants, the President of the Appeal Court increased to one-and-a-half hours the daily exercise time accorded to the applicants, first in twos and subsequently all together (decisions of 15 October and 21 November 1975). Permission was given for all four prisoners to meet for one hour each day. Permission for all four to play table tennis together on Saturdays and Sundays was also granted. Permission was granted or confirmed for Baader and Raspe, on the one hand, and Ensslin and Meinhof on the other, to take exercise in the company of a selected group of prisoners, subject to a physical search (decision of 21 November 1975). They did not avail themselves of the latter possibility.

12. Some of these facilities were withdrawn at times from one or other applicant for infringements of the prison rules. For example, Baader was temporarily deprived of the facility of *Zusammenschluss*, while Raspe was deprived of the right to listen to the radio and watch television (decisions of the President of the Appeal Court of 25 February and 19 August 1976).

13. In connection with the murder of Mr Buback, Chief Public Prosecutor, the judge responsible for supervising the detention ordered the withdrawal of radio and television and the discontinuation of all outside contacts, including those with the lawyers, and meetings of prisoners. These temporary measures, taken on 7 April 1977, were rescinded on 12 April.

14. On 15 April 1977, during a thirst strike on the part of the applicants, the Appeal Court rejected a request for release submitted on their behalf, on the grounds that their lives were not in danger. On the same day the President of the Court refused a substantial change in the conditions of detention, and in particular the following demands : integration of the applicants with the other prisoners, extension of *Umschluss* beyond 4 p.m., extension of lawyers' visiting time, and exemption of the latter from search.

15. From 28 June 1977 onwards, Ensslin was authorised to spend the night with two other members of the RAF ("Red Army Fraction") who had been transferred to Stammheim since May 1976 (J. Schubert and J. Möller) or 1977 (Verena Becker, Sabine Schmitz).

During the same period, three other members of the RAF : Beer, Hoppe and Pohl, were transferred to the section reserved for the applicants.

16. After violence had occurred on 5 and 8 August 1977 between the inmates of the special section and their warders, Beer, Hoppe and Pohl were taken back to Hamburg. Contacts between the applicants, discontinued on 7 August, were restored on 12 August.

#### *Removal of all contact*

17. On 6 September 1977, the day after the kidnapping of Mr Schleyer and the murder of four persons accompanying him, the President of the Appeal Court confirmed the measures taken by the prison administration : removal of radio and television and suppression of periods of common detention (*Umschluss*) and of relations with all other prisoners. On 7 September 1977, the Federal Minister of Justice ordered the absolute suppression of all contact among the prisoners and of all contact with their lawyers and the outside world in general.

On 2 October 1977, under a legislative amendment which had entered into force on the same day (*Kontaktsperregesetz*), the Federal Minister of Justice ordered the suspension of all contacts of the applicants with each other and with the outside world, including oral and written contacts with

their defence counsel, in accordance with the new Sections 31 and 32 of the law introducing the Act on the Organisation of the Judiciary.

In a decision of 13 October 1977, the Federal Court of Justice issued the confirmation referred to in Section 35 of the above-mentioned law, with respect to the applicants.

*Reports on the applicant's state of health, its causes and remedies*

18. From the time of their arrival at Stammheim prison during the second half of 1974, the applicants were under the full-time medical supervision of Dr Henck, the senior doctor. However, they appear to have refused any thorough examination by that doctor (cf. the order of 18 July 1975 issued by the President of the Appeal Court). A first series of medical reports was drawn up in September/October 1975 by Dr Rasch, psychiatrist, Dr Mende, Psychiatrist, and Dr Müller and Dr Schröder, specialists in internal medicine, in accordance with orders issued on 18 and 29 July 1975 by the Stuttgart Appeal Court. The purpose at that time was to decide whether the applicants were fit to attend the trial. In reply to several letters from the President of the Court, enquiring in what way the prisoners' health might be improved, these same doctors submitted a further series of suggestions, which were in part followed up by the court, as stated above (cf. paragraph 11).

On 6 and 8 April 1977, at the request of the senior prison doctor, further particulars were noted by Dr Rasch, Dr Müller and Dr Schröder. All these reports were placed on the file. The findings, analyses and suggestions are summarised below.

(i) *State of health*

In September 1975

19. The applicants are in a state of physical and mental exhaustion (Dr Mende). Their blood pressure is low. Their weight is about 70% of that of a normally healthy person of the same age and build (Dr Müller). They present the following symptoms in varying degrees : problems of concentration, marked fatigue, difficulties of expression or articulation, reduced physical and mental performance, instability, diminished spontaneity and ability to make contacts, depression (especially noted by Dr Rasch).

In April 1977

20. The decline in both physical and mental health is very pronounced in Ensslin (concurring opinion by Dr Rasch, Dr Müller and Dr Schröder) : loss of weight, very low blood pressure, premature ageing, severer difficulties of expression and lack of concentration, motor disturbances. The deterioration in the condition of Baader and Raspe is perceptible, though less spectacular : decrease in activity and spontaneity, emotional regression, problems of articulation, hesitancy in speech. They are nevertheless fit for detention.

(ii) *The causes*

21. the experts ascribe the applicants' state of health to a series of factors and circumstances : the particular conditions of their imprisonment, the length of the detention on remand, hunger strikes, tension generated by the trial and the applicants' wish to defend themselves, etc. The importance attached to these different factors varies from one report to another.

*The particular conditions of imprisonment*

22. There is no sensory isolation strictly speaking, such as can be brought about by a substantial reduction in stimulation of the sensory organs.

On the other hand, the applicants are subjected to evident social isolation. The international literature on criminology and psychology indicates that isolation can be sufficient in itself gravely to impair physical and mental health. The following conditions may be diagnosed : chronic apathy, fatigue, emotional instability, difficulties of concentration, diminution of mental faculties, disorders of the neuro-vegetative system. Opinions differ on the precise scale of these phenomena. There are no reports in the literature of situations comparable to that of the applicants (Dr Rasch), affording a better assessment of the psychiatric effects. From the standpoint of internal medicine, certain analogies can be found in case-studies of elderly and isolated persons, persons kept alive artificially in intensive care units, and long-term prisoners (Dr Müller and Dr Schröder). However, certain experts state that they have little personal experience of the physical and mental effects of normal imprisonment (Dr Müller and Dr Schröder).

*The length of detention on remand*

23. Dr Mende considers that the length of the detention on remand has a more decisive influence on the applicants' state of health than the conditions of their isolation. He points out in this connection that the introduction and extension of the *Umschluss* arrangement produced virtually no positive effect over 6 to 8 months (first report on 15 September 1975). The length of the detention on remand is also regarded as an important factor by Dr Müller and Dr Schröder (second report of 8 April 1977).

*Hunger strike*

24. According to the official findings, recorded in the report by Dr Müller and Dr Schröder (first report of 17 September 1975), the applicants went on hunger strike from 13 September 1974 to 3 February 1975 and for two six-weeks periods in January/February 1973 and May/June 1973. Finally, a hunger strike which began at the end of March 1977 did not finish until the end of August 1977. In the opinion of the majority of the experts, these

hunger strikes do not constitute a decisive factor and, in any event, are not sufficient to explain the state of exhaustion of the applicants observed several months after the end of the hunger strike in late 1874/early 1975. In this connection, Dr Müller and Dr Schröder state that experience of the immediate post-war period indicates that six months of adequate nourishment will normally eliminate the great majority of vegetative disorders caused by under-nourishment when living conditions are satisfactory. However, the last hunger strike (February to August 1977) seems to have dangerously weakened the applicants, and especially G. Ensslin.

### *The trial*

25. Generally speaking, the experts consider that attendance at the hearings, the aggressive preparation of their defence, and the prospect of conviction gave rise to a permanent state of stress, albeit comparable to that which any person detained on remand may undergo.

### *(iii) The remedies proposed*

26. The main aim is to increase the opportunities for social intercourse and physical exercise. In the state of exhaustion diagnosed, the use of medicines can play no more than a very secondary part.

27. Generally speaking, the doctors did not examine in detail the possibility of purely and simply integrating the applicants into normal prison life, this arrangement having been precluded from the outset by the prison authorities for security reasons. They considered the opportunities for **social intercourse** insufficient, but made different proposals in this respect. Dr Ehrhardt (who did not examine the applicants) is doubtful about the effect of extending the periods of communal life in groups of two or four (Umschluss, Zusammenschluss). Nor is he really convinced that an increase in the size of the groups can significantly affect the applicants' health. Dr Müller and Dr Schröder recommended extending the *Zusammenschluss* in order to overcome the isolation. They appear to take the view that there is little difference between absolute isolation and isolation in pairs (report of 13 October 1975). Dr Mende recommended the constitution of a minimum group of 10 to 14 persons (report of 29 October 1975) in which the applicants could establish regular relationships provided they discard any feelings of mistrust. Failing this, the measures in force at the time ought to be supplemented by more physical activity, relaxation sessions and psycho-therapeutic talks. Dr Rasch thought the only possibility was to constitute a group of politically motivated prisoners (report of 7 November 1975). In his report of 6 April 1977, Dr Rasch repeated that the opportunities for social intercourse were still quite inadequate.

28. The doctors also recommended **increased physical activity**, if possible in the open air, and efforts to get the applicants interested in improving their state of health.

## B. The criminal proceedings

29. The applicants were arrested in June 1972 and charged with several murders committed in May 1972 in Frankfurt, Munich, Heidelberg and Augsburg.

Under an agreement between the different prosecutors at the courts within whose areas these offences had been committed, the case was removed to the Stuttgart Appeal Court and placed on the register of the 2nd Criminal Chamber of that Court.

On 4 February 1974, following staff movements involving several judges, Judge Prinzig, then President of the Juvenile Division of the Court, was appointed President of the 2nd Criminal Chamber, before which the trial was to take place.

On 1 January 1975, an Act of 20 December 1974 supplementing the 1st Act amending the Code of Criminal Procedure entered into force. The new or amended clauses are mainly concerned with the limit on the number of defence lawyers chosen (Section 137), and exclusion of defence counsel in cases of "serious presumption" of complicity or abuse of contact with the accused on remand (Section 138 (a)) or where there are "justified grounds" for fearing that the defence counsel is a threat to the security of the State (Section 138 (b)). A defence counsel who has been excluded cannot defend the accused in other proceedings (Section 138 (a)). Further, no defence counsel can assist several accused persons (Section 146), and the trial can henceforth take place in the absence of the accused if it is found, on the evidence of a medical expert, that he has "deliberately and culpably" brought himself to a state which precludes his attendance at the hearings (Section 231 (a)), or if he is removed from the courtroom for "undisciplined behaviour" (Section 231 (b)).

31. Before the hearings opened, the applicants were deprived of the services of three of the four principal lawyers to whom they had entrusted their defence ; only Mr Schily was able to continue representing them. By an order of the Appeal Court of 22 April 1975, Mr Croissant was permanently debarred from defending A. Baader, under the new Section 138 (a) of the Code of Criminal Procedure, because he was suspected of supporting the criminal organisation to which his client belonged.

The appeal against this order was rejected on 20 May 1975 by the Federal Supreme Court (3rd Criminal Chamber). In a judgment of 4 July 1975, a chamber of three judges of the Federal Constitutional Court decided not to consider the constitutional appeal lodged by Mr Croissant.

In similar circumstances, Mr Groenewold and subsequently Mr Ströbele were also debarred from defending Baader, even before the hearings began

(orders of 2 and 13 May 1975 of the Appeal Court, judgment of 26 August 1975 of the Federal Supreme Court).

By order of 3 June 1975, the Appeal Court ruled that the exclusion of the lawyers Ströbele, Groenewold and Croissant also extended to the defence of Ensslin and Raspe. The appeals immediately lodged against this order were rejected on 22 October 1975 by the Federal Court of Justice.

32. The hearings opened on 21 May 1975.

After a short time, however, the applicants were incapable of following the discussion. Defence counsel then sought a ruling that the accused were unfit to attend the hearings.

Four experts were appointed by the Appeal Court by orders of 18 and 29 July 1975. In their conclusions submitted on 10, 15 and 17 September, these doctors concluded that it was necessary to reduce the length of the hearings to a maximum of three hours each day. The Court did not think it possible to adopt so slow a schedule of work.

On 30 September 1975, the 40th day of the hearing, when it became impossible for the applicants to follow the discussion for more than three hours, the Appeal Court decided to continue the hearing in their absence, on the ground that the accused had by their own actions brought themselves to a state precluding their attendance at the hearings, within the meaning of the new Section 231 of the Criminal Code.

In support of this conclusion, the Court referred to the repeated hunger strikes, the refusal of any therapy administered by the prison doctors, the sleepless nights, the refusal of the accused to meet other prisoners and, in the case of C. Raspe, to take exercise with them.

The immediate appeal lodged against this order was rejected by a judgment of 22 October 1975 of the Federal Supreme Court. On 21 January 1976, the 2nd Chamber of the Federal Constitutional Court rejected the further appeal against that judgment as being manifestly ill-founded.

33. On 4 November 1975, on the basis of the new Section 146 of the Code of Criminal Procedure, the Appeal Court refused to approve a new lawyer, Mr Spangenberg, as defence counsel for Raspe, on the ground that he had already been appointed defence counsel for another member of the RAF due to appear before the Regional Court of Kaiserslautern. On the other hand, on an application by the Federal Public Prosecutor, the Court ordered Mr von Plottnitz to be appointed *ex officio* as Raspe's lawyer on 7 November.

Later, the *ex officio* appointment of Mr Heldmann, which had been effective since July 1975, was revoked by the Court because he was not participating in the regular course of the proceedings (order of 13 January 1977).

34. The trial continued in the absence of the accused, principally represented at the hearings by their lawyers appointed *ex officio*.

During the month of July 1976, Judge Pinzig sent to Judge Mayer, a member of the 3rd Criminal Chamber of the Federal Supreme Court, with appeal jurisdiction in these proceedings, photocopies of various parts of the criminal file, which Judge Mayer passed on to the editor of a major daily newspaper.

The challenge of Judge Pinzig, submitted as a result of this incident, was rejected. Judge Mayer, for his part, was transferred to another chamber of the Federal Supreme Court.

At the end of January 1977, after 174 days of hearings, the 85th challenge of Judge Pinzig was accepted. He was replaced as President of the Chamber by Judge Foth.

Among the main witnesses for the prosecution were former members of the Baader-Meinhof group.

On the other hand, the Appeal Court refused to hear witnesses called by the defence to explain the political motives of the acts committed. For example, on 4 May 1976 the Court refused to hear the witnesses Osborne, Agee, Thomas and Peck, summoned by the defence and present in court.

35. After 191 days' hearings, the applicants were sentenced on 28 April 1977 to penal servitude for life for multiple murder and to 15 years' penal servitude for attempted murder and the constitution of a criminal association. They submitted pleas of nullity to the Federal Court of Justice, but these proceedings were terminated by their deaths.

### C. The deaths of the applicants

36. The applicants died on 18 October 1977, Raspe, who was found lying in his cell at 7.41 a.m., died a few moments after being admitted to hospital. Baader and Ensslin were found dead in their own cells at 8.07 a.m.

37. On the same day, the Regional Court of Stuttgart-Bad Canstatt visited the prison, in the presence *inter alia* of lawyers freely chosen by the applicants and foreign forensic experts, in order to conduct the initial observations regarding the position and condition of the bodies of Baader and Ensslin. The post-mortem examinations were carried out that evening. The reports drawn up at that time were supplemented by the reports of toxicological and neuropathological examinations.

38. It emerges from those documents that Baader died between 0.15 and 2.15 a.m. from a shot fired at point-blank range from a pistol found at his side, perforating the skull at one point only. No other sign of violence was

discovered. The wounds caused, and the traces of blood and gunpowder on the applicant's right hand, "permit of the conclusion that he took his own life". "There is no evidence to support an assertion that Baader, shortly before his death, had been brought to a state of disturbed consciousness or of unconsciousness by means of highly effective products".

Raspe also died as the result of a single shot, fired at point-blank range, from right to left, a factor which tends to support the assumption of suicide "provided he is right-handed". No other trace of violence was discovered. The results of the chemical/toxicological analyses are similar to those of Baader.

Ensslin's body was found hanging from the bars of her window by the electric cable from her record player. According to the findings, "there is nothing to suggest that the hanging discovered in this case was not brought about by the hand of the person concerned". Further, no trace of any active substance likely to have affected the applicant's mental processes was discovered.

39. A technical forensic examination of the cells carried out on 19 October 1977 revealed a small radio in working order in an item of clothing belonging to Raspe. It may have enabled Raspe to learn of the failure of the highjacking of a Lufthansa aircraft, carried out in order to obtain their release. An improvised system of telephone communication between the cells was also disclosed. On the following days, several hiding places were discovered, as was another weapon and ammunition.

40. In its report of 9 March 1978, a commission of enquiry set up by the Baden-Württemberg Parliament concluded that the applicants had committed suicide.

41. The judicial investigation against a person or persons unknown was dropped on 8 May 1978, the enquiries having established beyond any doubt that the applicants had committed suicide.

## II.

### COMPLAINTS

42. The applicants argued that they were subject to exceptional conditions of detention, causing them to undergo considerable physical, psychological and mental suffering, the scale and consequences of which are attested in authoritative medical reports. These conditions of detention, and in particular

prolonged isolation, had been tantamount to torture or, at the very least, to inhuman treatment within the meaning of Article 3 of the Convention.

By their specific nature and duration, they could not be justified on alleged grounds of security.

43. The applicants complained that they did not have a fair trial before an independent and impartial tribunal established by law, with the particular safeguards which that implies in criminal matters.

In particular, they maintained that :

- the Appeal Court was not properly constituted ;
- the judges at the court, and a federal judge, were not independent and impartial ;
- the trial was influenced by a virulent press campaign and the statements by the authorities ;
- the defence was systematically annihilated ; to that end, the legislation was amended in the course of the trial ;
- they were unable to defend themselves, having been removed from the hearing, which continued without them and, to all intents and purposes, without defence counsel of their choosing ;
- the hearing of witnesses for the prosecution was considerably restricted, and the defence was unable to put important questions to them ;
- their conviction derives largely from the improper use of depositions made by accomplices ;
- many witnesses for the defence were not called.

In this connection, they alleged a violation of Article 6 of the Convention as a whole.

### III.

#### PROCEEDINGS BEFORE THE COMMISSION

44. Although formally lodged in July 1976, the applications were not presented in detail until 30 August 1977, in a single memorial.

On 12 October 1977, the Commission decided to postpone its examination of them by reason of the circumstances obtaining at that time.

Following the death of the applicants on 17 October 1977, the President of the Commission informed the Government of the Federal

Republic of Germany under Rules 36, 14 and 28 of the Rules of Procedure, that he thought it desirable, in the interests of the proper conduct of the proceedings, that a Commission's delegation should be enabled to visit Stuttgart-Stammheim prison and make any observations which might prove necessary in order to establish the facts. With the Government's agreement, two delegates travelled to Stuttgart on 19 and 20 October 1977; a brief report of their visit was sent to the parties.

On 12 December 1977, the Commission decided to join the three applications in accordance with Rule 29 of its Rules of Procedure, to continue their examination and to invite the Government to submit its observations on admissibility in writing by 13 January 1978. The Government's memorial of 17 January 1978 was communicated to the applicants' lawyers, who were requested to submit their observations in reply by 24 February 1978. That time-limit was extended until 10 April 1978. On 3 May 1978, the Commission examined a request for adjournment of the case until the internal judicial inquiry into the circumstances of the applicants' deaths was completed. It decided not to accede to this request and to postpone until 10 June 1978 the deadline for submission of observations in reply. It informed the parties that the cases would be examined in the course of its session in July 1978, on the basis of the file assembled by them at that time. On 4 July 1978, appended to a letter from Mr Bakker-Schut asking for a further postponement of the deadline, the Commission received a brief commentary on the Government's observations of 17 January 1978, drawn up by Mr Azzola, defence counsel for G. Ensslin in the German proceedings.

#### IV.

#### SUMMARY OF THE WRITTEN ARGUMENTS OF THE GOVERNMENT

##### *Articles 26 and 27 (3) of the Convention*

45. The Government contended that the applicants had not properly exhausted domestic remedies in respect of their **allegations of torture and inhuman treatment** (Article 3 of the Convention). They had wrongly relied upon a judgment of the Federal Constitutional Court of 21 January 1976. That Judgment contained a ruling only on the constitutionality of the continuation of a trial in the absence of the accused. The Court did not examine the question of torture or violation of physical integrity because that question was not correctly raised. The applicants had admittedly complained of certain aspects of their detention previously, going as far as the Constitutional Court, but they had failed in this connection to present their applications within the six months' time-limit.

Regarding their complaints in connection with the conduct of the trial (Article 6 of the Convention), the Government maintained that the applicants had failed to submit their applications within the period of six months from the judgments of the Federal Constitutional Court concerning the exclusion of certain defence lawyers and the limitation on the number of defence lawyers freely chosen ; that they had not exhausted domestic remedies regarding the alleged bias of the Court and its disregard of the presumption of innocence.

*Article 27 (1) of the Convention*

46. The Government emphasised that the application by A. Baader was in part motivated by events already referred to the Commission in the context of an earlier application, declared inadmissible on 30 May 1975 (Application No. 6146/73, D. & R. 2, page 58). In that respect, it should be regarded as essentially the same.

*Article 27 [2] of the Convention*

***Complaints based on Article 3***

47. The Government maintained that the conditions of detention to which the applicants were subjected certainly did not fall within the categories of treatment prohibited under Article 3 of the Convention.

It admitted that the applicants were not treated in the same way as "normal" prisoners, but the conditions of their imprisonment were brought about by the applicants themselves. Moreover, they were tempered by numerous "privileges".

The allegation of total isolation was incorrect. As was apparent from the court decisions contained in the file, the applicants were authorised—apart from the period when contacts were suspended in September 1977—to receive visits by members of their families and by their defence lawyers, practically without restriction. The segregation of the applicants from the other prisoners was in part motivated by considerations of security, and in part by the behaviour of the applicants themselves, who regarded agitation and unrest in prisons as an integral part of their subversive campaign.

As a whole the conditions of detention applied in this case were motivated by the particularly dangerous character of the prisoners concerned. Considered in relation to the offences committed by the applicants, to their attempts on the lives of others and their attacks on security, the measures taken were appropriate and scrupulously respected the limits imposed by fundamental rights and the laws of a democratic society.

48. Further, the medical reports contained in the file could not be invoked in support of the applicants' allegation that they were subjected to torture through isolation. The Government emphasised in this connection that their state of health was largely the result of hunger strikes, and partly thirst strikes, deliberately continued until the brink of exhaustion was reached, when the risk of death constituted a threat and an attempt to prevent the trial from starting.

Even the fact that the experts saw a causal link, not explained in detail, between the physical and psychological state of the applicants and the long period of their imprisonment, the conditions of detention and the effects of fatigue produced by the criminal proceedings, changed nothing. For these were consequences which every person detained on remand and every convicted prisoner must accept. In the case in point, however, they were circumstances for which the applicants themselves were responsible, not only as a reaction to the offences they had committed, but also in so far as the great length of the investigatory proceedings and of the criminal proceedings was essentially the result of their own behaviour during the trial.

49. It should be noted at this point that the Government also developed the argument that the applicants resorted to suicide as a means of continuing the struggle. Quoting various statements by the applicants, the Government explained that it was part of the group's strategy to pass off premeditated suicide as murder committed by third parties, thus giving the signal for other terrorist acts.

#### *Complaints based on Article 6*

50. The Government maintained that the referral of the case to the Stuttgart Appeal Court, the designation of the competent chamber and the appointment of judges to that chamber were perfectly in conformity with the Code of Criminal Procedure and the Act on the Organisation of the Judiciary, and consequently the case had been examined by an independent tribunal established by law (Article 6 (1)).

51. Further, disregard of the principle of presumption of innocence could not be invoked in respect of a press campaign: the guarantee secured by Article 6 (2) devolved upon the court called upon to try the charge. To the extent that the campaign may have been fuelled by official statements, the Government referred to the duty of the State to adopt a stance on terrorist acts and to inform the public of the steps taken with regard to them.

52. The decision taken by the Appeal Court to continue the hearings in the absence of the accused did not violate Article 6 (3)(c), which did not guarantee to the accused the right to be personally present at all stages of

the procedure. According to the Government, this provision is satisfied if the accused are represented by their defence counsel. In the case in point, the decision to continue the hearings in the absence of the applicants was correctly taken after the latter had deliberately rendered themselves unfit to attend the hearings with the aim of preventing the trial from beginning.

53. The Government also emphasised that, according to the case-law of the Commission itself, the guarantee secured by Article 6 (3) (c) does not imply an absolute right to the assistance of any defence counsel : it is merely designed to ensure that the accused is defended by counsel to the extent required for the purpose of a fair trial. In the case in point, the decision to exclude certain defence lawyers was taken because they were strongly suspected of supporting the criminal association of the accused. This measure fell within the scope of the State's power to issue regulations restricting the right of lawyers to appear before the courts. Nonetheless, the applicants were still represented by an average of ten lawyers.

54. Lastly, the Government pointed out that the guarantee secured by Article 6(3) (d) does not embrace the unlimited right of the accused to call any person he wished as a witness, nor the possibility of calling witnesses on subjects which cannot help to elucidate the truth. In the case in point, the limitation of the applicants' right to question the witnesses called by the prosecution on questions within the scope of the investigations, and the fact that the witnesses for the defence Osborne, Agee, Thomas and Peck were not called, were in conformity with this provision.

The Government refuted the allegation that various witnesses had been bribed by the prosecution.

55. In conclusion, it called for rejection of all the complaints as being ill-founded.

## THE LAW

### A.

1. The applicants died in the course of the proceedings before the Commission. However, that fact does not automatically dispose of their applications (cf. Decision on Application No. 6166/73 against Federal Republic of Germany ; D. & R. 2, p. 66). Their respective legal successors have notified the Commission of their wish that the applications be kept on the list, both on behalf of their deceased relatives and on their own behalf. They adduce evidence of sufficient interest for that purpose.

2. The applicants complained that they were subjected, deliberately and without any possible justification, to exceptional conditions of detention which caused them considerable physical and psychological suffering.

They alleged in this connection a violation of Article 3 of the Convention, which reads : "No one shall be subjected to torture or to inhuman or degrading treatment or punishment."

3. The Government have replied, first, that in so far as A. Baader complained of his detention prior to 30 May 1975, the subject of his application is the same as that of his Application No. 6166/73, declared inadmissible on that date as being manifestly ill-founded. It should therefore be rejected in accordance with Article 27 (1) (b). However, the Commission considers that no decision is called for at this stage, since Baader's complaints are identical to those of G. Ensslin and C. Raspe, and are mainly concerned with the detention arrangements made at Stuttgart-Stammheim prison from December 1974 onwards. No distinction will be made between the three applications in the reasoning which follows.

4. The Government also submitted that domestic remedies had not been exhausted, arguing that the applicants had not properly raised before the Federal Constitutional Court the question of assault on their physical integrity, nor complained of ill-treatment (Sections 2 (2) and 104 (1) of the Basic Law). The Commission cannot overlook in this connection the fact that the allegation of torture or inhuman treatment is based on the combination of a series of judicial and administrative decisions and measures many of which, if taken in isolation, could not be submitted with any prospect of success to adjudication by that exalted tribunal. On two occasions, it is true, the applicants omitted to appeal to the Constitutional Court against decisions connected with the very substance of the question referred to the Commission (judgments of the Appeal Court of 15 April 1977 rejecting a request for provisional release and a substantial change in the detention arrangements). Previously, however, they had complained to that Court that Section 2 (2) of the Basic Law was violated by the order of the Appeal Court of 30 September 1975 that the hearings should be continued in their absence. Arguing that the Appeal Court had legitimised the particular conditions of their detention despite having previously noted the grave repercussions of those conditions on their state of health, they had maintained that the order thus recognised the State's right to maltreat certain prisoners. In its judgment rejecting the complaint on 21 January 1976, the Federal Constitutional Court ruled that the argument was not relevant.

As the Government argues, it is open to doubt whether the applicants properly exhausted domestic remedies, the only immediate subject of the

constitutional appeal having been the constitutionality of continuing the hearings in the absence of the accused.

However, the Commission considers any fuller consideration of this matter superfluous, since in any event the applications are inadmissible for another reason, as is explained in the following sections.

5. The applicants were certainly subjected to exceptional detention arrangements, characterised by their exclusion from the prison community and their confinement to a security area. The Federal Government has explained the security requirements which governed the devising of these arrangements ; the applicants were dangerous ; they had used firearms at the time of their arrest ; Baader had previously been released by the use of weapons ; members of the Red Army Fraction had repeatedly organised armed attacks in order to bring about their release ; there were indications that they had themselves contributed to those attacks (cf. also Decision on Application No. 6166/73, D. & R. 2, p. 66). The Commission is convinced that in this particular case there were pressing reasons for subjecting the applicants to arrangements more directly based on security measures.

The segregation of a prisoner from the prison community does not in itself constitute a form of inhuman treatment. In many States Parties to the Convention, more stringent security arrangements exist for dangerous prisoners. These arrangements (strict isolation, removal of association, dispersal in special, very small units etc.), which are intended to prevent the risk of escape, attack or disturbance of the prison community, or even to protect a prisoner from his fellow-prisoners, are based on separation from the prison community together with tighter controls.

The Commission has already been confronted with a number of such cases of isolation (cf. Decisions on Applications No. 1392/62 v. FRG, Coll. 17, p. 1 ; No. 5006/71 v. UK, Coll. 39, p. 91 ; No. 2749/66 v. UK, Yearbook X, p. 382 ; No. 6038/73 v. FRG, Coll. 44, p. 155 ; No. 4448/70 "Second Greek Case", Coll. 34, p. 70). It has stated that prolonged solitary confinement is undesirable, especially where the person is detained on remand (cf. Decision on Application No. 6038/73 v. FRG, Coll. 44, p. 115). However, in assessing whether such a measure may fall within the ambit of Article 3 of the Convention in a given case, regard must be had to the particular conditions, the stringency of the measure, its duration, the objective pursued and its effects on the person concerned. Complete sensory isolation coupled with complete social isolation can no doubt ultimately destroy the personality ; thus it constitutes a form of inhuman treatment which cannot be justified by the requirements of security, the prohibition on torture and inhuman treatment contained in Article 3 of the Convention

being absolute in character (cf. the Report of the Commission on Application No. 5310/71, Ireland v. the United Kingdom ; Opinion, p. 379).

6. At the time when their applications were lodged, Baader, Ensslin and Raspe had been in Stuttgart-Stammheim Prison for more than one and a half years ; they remained there until their deaths. There is no evidence to suggest that they were subjected there to sensory isolation brought about by a substantial reduction in stimulation of the sensory organs. As the Commission's delegates observed in the course of their inspection of the cells on 19 and 20 October 1977, the latter were well-lit by windows which could be opened from inside ; the walls were largely covered with books and posters. The cells were not sound-proofed either from the inside or from the outside : two persons confined on opposite sides of the central corridor could talk to each other by raising their voices. The applicants had the use of a radio, and later of a television set and a record-player, practically the whole time. They were able to take daily walks in the open air in a large field and to do physical exercise.

7. Nor were the applicants subjected to permanent "secret" surveillance. They were of course openly watched by the warders during the few hours spent together in the central corridor, with all the cell doors open. But no television cameras were installed in the cells and the majority of spy-holes in the doors had been closed from the inside.

8. On the other hand, the applicants were subjected to a degree of social isolation. They were excluded from the social activities of the prison and had no contact with other prisoners. Thus their opportunities for social intercourse were substantially limited. However, it is not possible to speak of real solitary confinement in their case. With the exception of short periods, they were able to receive very many visits from their defence lawyers and families. On recommendations by the prison doctor and experts appointed by the Court, and following their hunger strikes, the opportunities for contacts among themselves were constantly extended, and even enlarged to other members of the Red Army Fraction. They were even given permission to meet other prisoners in the course of the exercise or other activities. They decided not to avail themselves of that possibility. Only on five occasions since their admission to Stammheim were the applicants deprived of all contact with each other and, in two cases, of contact with the outside world ; these restrictions were in force for periods of between five days and two months.

9. The medical reports contained in the file do not make it possible to establish accurately the specific effect of this isolation in relation to their physical and mental health, as compared with other factors such as the

duration of the detention, the hunger strikes and the tension caused by preparations for the trial.

Some general studies have pointed to the appearance, at the end of a period of four to six years' "ordinary" imprisonment, of a reversible syndrome with the following essential characteristics, similar to those observed in the applicants : "emotional disturbances, disturbances in comprehension and ability to think, infantile regressive changes in the mode of life, and difficulty in making social contacts" (Council of Europe, European Committee on Crime Problems, General Report of Treatment of Long-Term Prisoners, p. 8).

10. It is true that some of the decisions to increase the opportunities for social intercourse were not taken until after hunger strikes. However, having regard to the overall circumstances of the case, and in particular the continuous review of the detention arrangements by the authorities of the Federal Republic of Germany and the behaviour of the applicants themselves, particularly their rejection of certain opportunities for contact open to them, the applicants cannot be deemed to have been deliberately subjected to a range of physical or mental suffering designed to punish them, to destroy their personality or to break down their resistance (see European Court of Human Rights, case of Ireland against United Kingdom, judgment of 18 January 1978, para. 167 ; see also Article 1 of the Declaration on protection against torture contained in Resolution 3452 (XXX) of the United Nations General Assembly). The special arrangements imposed upon them were therefore not in the nature of inhuman or degrading treatment.

11. Are the circumstances of the applicants' deaths such as to cast doubt on that conclusion ?

Although they are not in themselves the subject of the application, the question arises whether the applicants' deaths may nevertheless have been the consequence of the treatment of which they complained.

On the basis of all the findings of an international team of forensic medical experts and the initial conclusions of the judicial inquiry (see *supra*, sections 36-41), the Government presented the deaths as suicides. The applicants' counsel have not submitted any counter-argument to this, although one of them stated he was convinced that murder had been committed.

12. In some cases, the death in prison of a person who has claimed to have been subject to torture or physical or mental violence there may be regarded as the outcome of that ill-treatment, particularly where the systematically organised and enforced isolation of the prisoner may have driven him inexorably to take his own life. In the present case, there is no objective indication along those lines.

It follows that, insofar as they were based on Article 3 of the Convention, the applications are manifestly ill-founded within the meaning of Article 27 (2) of the Convention.

## B.

13. The applicants also submitted a series of complaints relating to the representation and conduct of their trial.

14. The Commission is aware that as a result of their deaths in the course of the trial, the proceedings in the domestic courts are terminated (cf. Kleinknecht, *Strafprozessordnung* — commentary on Section 206 a ; Löwe - Rosenberg, *Die Strafprozessordnung und das Gerichtsverfassungsgesetz* — Grosskommentar — Erster Band, p. 102).

The Commission considers that it is not thereby automatically deprived of jurisdiction in relation to the situation denounced by the applicants and their successors, in so far as it might have affected certain fundamental rights secured to all accused persons. It observes, moreover, that the applicants were able to submit their principal complaints to the Federal Constitutional Court even before the end of their trial at first instance.

It is therefore incumbent on the Commission to examine the applicants' complaints concerning the fundamental rights of every accused person, guaranteed by Article 6 of the Convention irrespective of the outcome of the trial, excluding complaints concerning the admission of evidence and the formation of the judge's own convictions, which are now without relevance.

15. The applicants alleged that the start of the trial had been preceded by the arousal of a public opinion by a press campaign tolerated—if not organised—by the public authorities. The applicants had been described as "bandits", "criminals", "gangs of murderers" etc., in disregard of Article 6 (2) which guarantees the presumption of innocence, and of Article (1) which secures to every accused person the right to a fair trial.

It is true that the Commission has already accepted that in some cases a virulent press campaign can adversely affect the fairness of the trial (cf. Decisions on Applications No. 1476/62 against Austria, Coll. 11, p. 31 ; No. 3444/67 against Norway, Yearbook 13, p. 302) and involve the State's responsibility, particularly where it is sparked off by one of the State's organs (cf. *a contrario*, Decision on Application No. 2291/64, p. 20).

It observes however that the press, and even the authorities responsible for crime policy, cannot be expected to refrain from all statements, not about the guilt of the accused persons but about their dangerous character where

uncontested information is available to them (previous convictions, use of firearms on arrest, liberation of Baader by force etc.). The exceptional security measures surrounding the trial were admittedly such as to foster the public conviction that the applicants were criminals. These measures and the statements made by the authorities, were however a response to the acts and declarations of the applicants and other members of the Red Army Fraction and were not designed to create artificially a climate of opinion unfavourable to the accused, who were moreover tried by professional judges and not by a jury, which by its nature is more easily influenced. In these circumstances, it is impossible to perceive any impairment of the fairness of the trial or of the principle of presumption of innocence, which is a direct obligation only on the court trying the charge (cf. the report of the Commission on Application No. 788/60, Austria against Italy, Opinion para. 179, Yearbook 6, p. 782).

16. The applicants further alleged that the appeal court was not a "properly constituted, independent and objective" tribunal. However, they failed to adduce any particulars such as to cast doubt on the court's jurisdiction, the propriety of the referral of the case to the second criminal chamber, or the appointment of its president. Nor did they present any argument suggesting that the latter judge had received instructions from the Ministry of Justice of the Land or from the federal authorities such that the charge had not examined by an independent tribunal established by law within the meaning of Article 6 (1) of the Convention. It is true that the impartiality of Judge Prinzig was called into question ; however, he was objected to successfully.

17. The applicants also complained of the limits placed by law on the number of defence lawyers on whose assistance they could call and the exclusion of certain of those lawyers. These restrictions allegedly violated the rights guaranteed to every accused person by Article 6 (3) (b) and (c), "to have adequate...facilities for the preparation of his defence" and "to defend himself...through legal assistance of his own choosing".

The Government raised the objection that the applications were out of time in this respect and should be rejected in accordance with Article 26 and 27 (3). The decision of the Federal Constitutional Court to reject the appeals relating to the limit on the number of defence lawyers freely chosen, introduced by the Act of 20 December 1974, was taken on 11 March 1975. The decisions concerning the exclusion of the lawyers Croissant and Groenewold are dated 4 July and 18 September 1975, whereas the applications before the Commission were not submitted until July 1976. It cannot be overlooked, however, that the restriction to a maximum of three chosen defence lawyers derives from a law the effects of which were constantly apparent throughout the trial ; and that the applicants again objected to the

exclusion of other lawyers, even going as far as the Supreme Constitutional Court, since the outcome could only be "the repetition of a decision already taken" (Judgment of the Permanent Court in the Panevezys-Saldutiskis Railway Case - Series A/B No. 76 p. 18). Consequently, the applications cannot be regarded as out of time.

19. By stipulating that the accused may have legal assistance of his own choosing, Article 6 (3) (c) does not secure the right to an unlimited number of defence lawyers. Even if the English version is more indefinite ("to defend himself...through legal assistance of his own choosing"), the purpose of this provision is to ensure that both sides of the case are actually heard by giving the accused, as necessary, the assistance of an independent professional. By limiting the number of lawyers freely chosen by the accused to three, without prejudice to the *ex officio* addition of other defence counsel appointed by the Court, an arrangement peculiar to the German procedural system, the authorities of the Federal Republic of Germany therefore did not violate the right secured by this provision.

20. Refusal to accept, or the exclusion of, a defence is a more difficult question, both in its principle and its effects. It is a measure which may intimidate other potential defence counsel or cast discredit on the defence in general; further, a succession of defence lawyers may be damaging to the presentation of the case and introduce greater uncertainty into the barrister's role as "the watchdog of procedural regularity". However, the Commission has already had occasion to rule that the right to defend one's case with the assistance of the defence counsel of one's choice, secured in Article 6 (3) (c), is not an absolute right: it is limited by the State's right to make the appearance of barristers before the courts subject to regulations (Decision on Application No. 722/60 - Yearbook 5, p. 107) and the obligation on defence counsel not to transgress certain principles of professional ethics.

In the case in point, certain barristers were excluded from the defence because they were strongly suspected of supporting the criminal association of the accused. This was not simply a measure taken by the Court in the interests of procedural order, since the lawyers in question are currently the subject of criminal proceedings before the courts. Their exclusion did not end the effective defence of the applicants, since they were still represented by an average of ten defence counsel, some of them, like Mr Schily and Mr Haldman, having been chosen by them. Thus the examination of the facts does not reveal any apparent violation, in the present case, of the rights and freedoms secured by the above-mentioned provisions.

21. The applicants further complained of the continuation of the proceedings in their absence. In this connection, they alleged a violation of Article 6 (3) (c)

of the Convention, already cited. Their applications having been lodged less than six months after the rejection of their constitutional appeal on 21 January 1976, they have clearly satisfied the requirements of Article 26 of the Convention on this point.

The Commission points out again that the rights secured by Article 6 (3) are those of the accused and the defence in general (cf. Decision on Application No. 3852/68 against the United Kingdom, Coll. 32, p. 38). In order to determine whether these rights were respected, it is not sufficient to consider the situation in which the accused himself is placed : consideration must also be given to the situation in which the defence as a whole is placed (cf. Decision on Application No. 524/59 against Austria, Yearbook 3, p. 222).

Under Article 6 (3) (c), a criminal trial may not take place without the defence having the opportunity to present its arguments adequately. However, this provision does not secure to the accused the right to be present in person in all circumstances (cf. in particular the decisions on Applications No. 2676/65 against Austria, Coll. 23, p. 31 and No. 2645/65 against Austria, Coll. 28, p. 43). In both the English and French versions, the Convention clearly defines the right guaranteed by this provision as an alternative between two arrangements designed to ensure that both sides of the case are heard. It should be noted here that throughout the course of the trial, from 29 May 1975 until 28 April 1977, the applicants were able to receive practically unlimited numbers of visits from their defence counsel in order to prepare their defence. In this case, consequently, there can be no question of any violation of Article 6 (3) (c) in this respect.

22. However, the applicants' complaint must be examined with regard to the general principle of a fair trial, not all respects of which are set forth in Article 6 (3) (see *inter alia*, the Commission's report in Application No. 343/57, Nielsen against Denmark, Opinion paragraph 52, Yearbook 4, p. 548).

In criminal cases, for the accused to appear personally and be heard by the judge should normally contribute to a fair examination of the case (cf. Decision on Application No. 1169/61 against the Federal Republic of Germany, Coll. 13, p. 1).

In order to determine, in the case in point, whether the continuation of the trial when accused were absent (though not excluded) may have infringed the right secured by Article 6 (1), account must however be taken of the particular circumstances of the case and of the requirement that justice be done, and be done within a reasonable time. The decision at issue was taken on the 40th day of a trial which lasted 191 days. Subsequently, the applicants again attended the proceedings intermittently, at least until

8 May 1976, the date of U. Meinhof's death ; whatever their reason for refusing the traditional form of judicial exchange, they were able to explain their motives and attitudes and to criticise the legitimacy of the system established to try them, these being the main lines of their own defence.

The reason for the decision was their — medically attested — unfitness to attend the hearings for more than three hours each day, over a period of at least six months. It refers to statements by the accused indicative of their wish to make it impossible for the trial to begin, particularly by recourse to hunger strikes.

In the circumstances, the judge was able legitimately to make use of the only means at his disposal for preventing the proceedings from grinding to a halt, without however placing the defence at any disadvantage, their lawyers being present and having practically unlimited opportunities for contact with their clients.

In the light of all the factors recapitulated above, the continuation of the hearings in the absence of the accused cannot therefore be deemed to have infringed the rights and freedoms guaranteed by the Convention, and particularly by the above-mentioned provisions.

23. The Commission concludes that the various complaints raised by the applicants have revealed no violation of Article 6 of the Convention.

It follows that this second part of the applications is likewise manifestly ill-founded within the meaning of Article 27 (2) of the Convention.

For these reasons, the Commission

**DECLARES THESE APPLICATIONS INADMISSIBLE.**